La révolution hongroise de 1956



2016

Cahiers révolution communiste

- nº 27 La république des conseils de Hongrie de 1919, 2019
- nº 26 Les marxistes et l'écologie, 2021
- nº 25 Marx, La guerre civile en France, 1871
- n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, compilation 1902-1913
- nº 23 Lukács, Lénine, 1924
- nº 22 Pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005-2019
- n° 21 Trotsky, La grève générale en France, compilation 1936
- n° 20 Trotsky, Contre le Front populaire, compilation 1935
- n° 19 Trotsky, Face à la menace fasciste en France, compilation 1934
- nº 18 Plateforme internationale, 2017
- nº 17 Programme pour la France, 2017
- nº 16 La mobilisation contre la loi travail, 2016
- nº 15 Lénine, L'État et la révolution, 1917
- nº 14 Casanova, L'Espagne livrée, 1939
- nº 13 Marx, Manifeste du parti communiste, 1847
- n° 12 Trotsky, La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 1940
- nº 11 En défense des retraites, 1995
- nº 10 Marx, Salaire, prix et profit, 1865
- nº 9 Bolchevisme contre lambertisme, 2016
- $\rm n^{o}$ 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes, 2015
- nº 7 Lénine & Zinoviev, Le socialisme et la guerre, 1915
- nº 6 Marx, La crise, compilation 1847-1875
- $\rm n^{o}$ 5 Trotsky, L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4 e Internationale, 1938
- n° 4 M&R/VdT et la guerre mondiale, 2015
- nº 3 Chili 1970-1973, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, Armer le peuple, compilation 1911-1934
- nº 1 Plateforme pour le communisme, 2013
 - 4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP (p. 55)
 - 3 euros auprès des militants du Groupe marxiste internationaliste

La révolution des conseils ouvriers contre le stalinisme 5 décembre 2016 p. 4

> Appel du conseil central des usines 27 novembre 1956 p. 15

Déclaration du Comité international de la Quatrième Internationale 27 octobre 1956 p. 19

La révolution des conseils ouvriers vérifie le programme de la Quatrième Internationale 17 décembre 2006 p. 21 Bibliographie p. 53

Le dessin de la couverture est tiré d'une bande dessinée anonyme de 2016, il représente Erika Szeles, cuisinière, tuée le 8 novembre 1956

La révolution des conseils ouvriers contre le stalinisme

LA BUREAUCRATIE STALINIENNE FACE AUX MENACES DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE

Staline maintenait à grand peine le régime de la bureaucratie privilégiée et usurpatrice de l'URSS par le renouvellement constant de la terreur. Sur le terrain économique, la gestion par la caste bureaucratique de l'économie planifiée, doublée d'une attitude « grand russe » du Kremlin à l'égard des pays de l'Est de l'Europe qu'elle considère comme des semi-colonies, d'où l'importance de la question nationale, aboutit à une exploitation forcenée de la classe ouvrière, dont le niveau de vie en Hongrie a diminué entre 1948 et 1953. Le salaire est à la pièce, les di-



manches et jours de fêtes travaillés sans salaires sont légion pour remplir les objectifs de production, les ouvriers qui ne peuvent suivre les cadences infernales sont dénoncés et arrêtés comme agents de la bourgeoisie.

À la mort de Staline, la bureaucratie se divise sur la meilleure façon de sauvegarder son pouvoir et ses privilèges, face à la menace de l'explosion révolutionnaire comme déjà les ouvriers de Berlin Est en avaient montré la possibilité en 1953 d'une part, face à la pression de l'impérialisme d'autre part. Les uns sont partisans de maintenir la même répression politique forcenée, les autres de lâcher un peu de lest pour éviter l'irruption de la classe ouvrière. En février 1956, Khrouchtchev au XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, le parti unique qui sert d'instrument politique à la bureaucratie, dénonce une partie des crimes de Staline dans un rapport qui reste secret. Les staliniens les plus zélés se retrouvent plus ou moins en délicatesse.

En Hongrie, cette lutte de fractions se manifeste entre 1953 et 1956 par le chassé-croisé entre Räkosi, « le meilleur disciple hongrois de Staline » écarté du pouvoir pour Nagy, plus réformateur, qui ouvre les camps et les prisons politiques, puis la disgrâce de Nagy et le retour de Räkosi. Mais en juillet 1956, Moscou impose le remplacement de Räkosi, trop compromis dans l'organisation de la terreur stalinienne en Hongrie, par Gerö, lui-même ancien représentant du Guépéou en Espagne pendant la révolution où il était chargé de l'élimination des « trotskystes ».

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA JEUNESSE RELÈVENT LA TÊTE

Ce fractionnement de la bureaucratie ouvre des brèches qu'utilise l'agitation étudiante, ouvrière, intellectuelle. Ainsi, dès fin 1955, s'est constitué le cercle Petöfi (du nom d'un poète et combattant, héros de la révolution de 1848) qui organise réunions et débats auxquels participent des milliers d'étudiants, mais aussi des travailleurs par le biais des cours qu'ils peuvent suivre à l'Université polytechnique.

Le 6 octobre 1956, une foule immense assiste aux funérailles nationales de réhabilitation de László Rajk, ancien des brigades internationales, ancien ministre communiste exécuté en 1949 sur ordre de Staline et de son disciple Räkosi sous l'accusation de titisme et de soutien à l'impérialisme. Ainsi, les étudiants parviennent-ils à constituer leur propre organisation indépendante. Mais la lutte de fractions au sein du Parti des travailleurs hongrois (MDP) est également source d'illusions et de



6 octobre 1956, funérailles de Rajk

confusion, elle nourrit les espoirs placés en Nagy dont intellectuels, étudiants et travailleurs réclament le retour et la nomination comme chef du gouvernement pour réaliser le socialisme sans la bureaucratie.

LE DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLU-TION

Le 23 octobre 1956, une manifestation de plus de 200 000 personnes, d'abord d'étudiants puis grossie par les ouvriers qui sortent des usines, se rassemble devant le Parlement à Budapest. La veille, des milliers d'étudiants rassemblés à l'Université polytechnique avait adopté une plateforme en 16 points demandant l'élection à bulletins secrets de la base au sommet du parti unique MDP des di-

rigeants, la réhabilitation des victimes des procès staliniens, la destitution et le jugement des dirigeants impliqués, le droit de grève, le relèvement des salaires, l'instauration d'un revenu minimum, la révision des cadences et des normes de production en vigueur dans les usines, la révision des traités économiques avec l'URSS, la liberté d'expression et d'organisation, l'organisation d'élections libres. Les étudiants, comme les écrivains et intellectuels du cercle Petöfi, avaient également convoqué cette manifestation en solidarité avec les travailleurs polonais qui s'étaient révoltés en juin à Poznan et qui, malgré la répression, se mobilisaient dans tout le pays et venaient d'obtenir l'élimination du stalinien en chef Rokossovski du bureau politique et la nomination de Gomulka, autrefois jeté en prison par Staline.

La foule espère un recul du pouvoir et le retour de Nagy aux responsabilités. Mais le premier secrétaire du parti Gerö diffuse un discours dénonçant les manifestants et leurs revendications. Nagy présent devant le Parlement, tente d'apaiser la colère des manifestants en promettant d'agir... pour essayer d'obtenir une réunion plus rapide du prochain Comité central du MDP.

Décidant alors d'appliquer eux-mêmes le point 13 de la plateforme qui demandait l'enlèvement d'une gigantesque statue de Staline de plus de

Une partie de la manifestation se rend ensuite devant la radio d'État pour demander la diffusion sur les ondes de ses revendications. Gerö y avait fait disposer la police politique qui tire sur la foule. Les manifestants incendient les voitures de police, les unités de l'armée envoyées en renfort hésitent puis se rangent du côté des insurgés et distribuent les armes. Les ouvriers retournent dans les usines, font débrayer les équipes de nuit, s'emparent des armes de la milice et des dépôts d'armes et engagent le feu contre la police politique. La révolution vient de commencer.

L'ARMEMENT DU PROLÉTARIAT ET LES COMBATS CONTRE LA POLICE POLITIQUE

Nagy, nommé en hâte à la tête du gouvernement dans la nuit du 23 au 24 octobre, promulgue la loi martiale tandis que Gerö demande l'intervention des troupes russes qui rentrent à l'aube du 24 octobre dans Budapest. Les combats font rage jusqu'au 29 octobre, malgré les appels de Nagy aux insurgés, flanqué de Kadar, pour qu'ils déposent les armes en échange de promesses de réformes. L'appareil manœuvre, Gérö dans l'ombre tire les ficelles et se sert de Nagy, prisonnier de son irrésolution et incapable de rompre avec la bureaucratie.

Une partie de l'armée hongroise bascule vers les insurgés, comme l'unité de blindés du colonel Maleter, l'autre partie se contentant de rester cantonnée dans les casernes. Le même processus de désagrégation de l'appareil d'État atteint la préfecture de police, où le préfet fait distribuer les armes aux étudiants. L'académie militaire qui forme les élèves officiers rejoint également les combattants. Les insurgés traquent sans pitié les forces de la police politique mais cherchent le contact avec les soldats russes. Les revendications sont traduites en russe dans des tracts et des scènes de fraternisation ou de refus de combat de la part des soldats russes, et même des officiers, ont lieu. Les troupes envoyées par la bureaucratie de l'URSS sont politiquement peu sûres, les soldats stationnés en Hongrie depuis parfois plusieurs années ont eu le temps de nouer des liens avec la population et constatent par eux -mêmes qu'il s'agit d'travailleurs et d'étudiants en armes et non pas de « fascistes contre-révolutionnaires » comme dit le gouvernement Khrouchtchev.

Le 25 octobre, pourtant, alors que les masses désarmées manifestent devant le Parlement en réclamant le renvoi de Gérö et la libération des dirigeants arrêtés, que la fraternisation avec les équipages des chars russes s'installe, la police politique dissimulée dans le bâtiment du ministère de l'intérieur à proximité, monte une provocation en ouvrant le feu, entraînant la riposte des chars russes se croyant attaqués. On relève 300 morts parmi les manifestants.

L'après-midi même, un tract signé « des étudiants et ouvriers révolutionnaires » appelle à la grève générale. Mais les illusions demeurent puisqu'il se conclut par le mot d'ordre « Vive le nouveau gouvernement sous la direction d'Imre Nagy! » alors que, au nom du gouvernement, la radio nationale proclamait au même moment : « la grève générale serait un acte contre-révolutionnaire ».

LES CONSEILS OUVRIERS FACE AUX MANOEUVRES DU GOUVERNEMENT NAGY

Partout en province des comités révolutionnaires composés de délégués des conseils ouvriers d'usines, de représentants de paysans et de soldats prennent le pouvoir, désarment la police politique, organisent la surveillance, la distribution, s'emparent des radios. À Budapest, toutes les usines forment leurs conseils ouvriers. Leurs revendications se centrent d'abord sur les questions propres à l'usine, dont les ouvriers réclament la direction, la maîtrise des salaires et des normes de production, etc. Mais l'ap-



parition d'un double pouvoir et la recherche d'une centralisation sont en marche. Les négociations s'ouvrent entre les représentants des conseils et le gouvernement de Nagy, qui admet que le mouvement n'est pas contre-révolutionnaire. Cependant, le gouvernement se bat par touts les movens pour contrer le mouvement d'auto-organisation des masses. Les syndicats officiels se lancent dans une surenchère revendicative dans les usines pour tenter de reprendre le contrôle des assemblées ouvrières, mais les ouvriers ne s'en laissent pas compter. Le gouvernement Nagy cherche, avec l'aide du colonel Maleter, à intégrer les travailleurs et étudiants en armes dans une garde nationale sous son contrôle, sans succès.

MALGRÉ LES CHARS RUSSES, LA RECHERCHE DE LA CENTRALISATION DES CONSEILS

Le 29 octobre, le gouvernement de l'URSS est contraint de faire évacuer l'armée russe de Budapest, alors que sa supériorité militaire est écrasante, parce qu'il n'est plus sûr de garder la maîtrise politique de ses troupes.

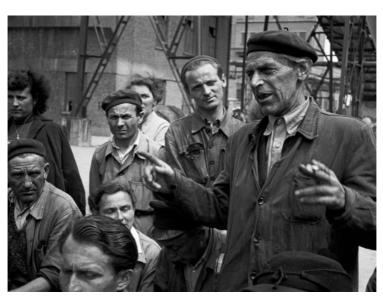
Mais, à partir du 1er novembre, des troupes fraîches d'URSS qui n'ont pas été contaminées par l'esprit révolutionnaire sont envoyées. Le 4 novembre, elles attaquent Budapest. Jusqu'au 12 novembre, ouvriers et étudiants vont affronter héroïquement les chars russes.



La défaite militaire des insurgés n'arrête pas immédiatement le processus de constitution d'un double pouvoir. Le 12 novembre, le Comité révolutionnaire de la banlieue ouvrière de Budapest lance un appel pour la formation du Conseil ouvrier central du grand Budapest, unissant la capitale et sa banlieue, qui se constitue le lendemain. La grève générale est totale depuis le 4 novembre.

Une délégation est reçue par Kadar que les dirigeants russes ont désigné pour remplacer Nagy, réfugié dans l'ambassade yougoslave. Elle lui demande des garanties sur le retrait des troupes russes et la réintégration de Nagy à la tête du gouvernement en échange de la reprise du travail. Kadar ne lâche rien, n'accepte de donner aux conseils ouvriers qu'un rôle économique de participation à la gestion des entreprises sous l'autorité des directeurs nommés par le pouvoir, en leur refusant toute prétention à jouer un rôle politique. Voici comment Ferenc Töke, un des vice-présidents du Conseil central ouvrier du grand Budapest, membre de la délégation, rend compte de l'entrevue :

Kadar savait pertinemment que si les choses continuaient comme elles s'annonçaient si bien, il n'y aurait ni plus ni moins qu'un contre-gouvernement. D'ailleurs, les autres revendications émises par les ouvriers déchaînèrent sa colère : « Allons, quoi, c'est un contre-gouvernement que vous voulez !».



Un processus de radicalisation et de maturation politique

Au sein du Conseil central ouvrier du grand Budapest, il y a discussion sur la poursuite ou l'arrêt de la grève. Certains voient dans la reprise du travail une possibilité d'économiser les forces pour mieux s'organiser. Les ouvriers ne disposant pas encore d'un organe centralisant nationalement les conseils révolutionnaires qui couvrent tout le pays, malgré l'occupation des troupes russes, ils estiment que la grève qui paralyse toute activité nuit également à la mise en place de cette forme supérieure d'organisation. Mais d'autres conseils ouvriers, notamment en province, sont farouchement pour la poursuite de la grève. Ce n'est pas une question technique ou tactique car l'arrêt de la grève peut impliquer d'autres renoncements : le président du Conseil central ouvrier du grand Budapest est démis de ses fonctions par les délégués pour avoir interprété le mot d'ordre de reprise du travail comme une reconnaissance du gouvernement Kadar. Les délégués qui appellent à la reprise doivent s'expliquer devant des assemblées d'usine en colère. Toute cette maturation politique se déroule sous la menace omniprésente de l'armée russe et des arrestations.

Le 19 novembre est lancée la convocation de tous les délégués des conseils ouvriers pour constituer un Conseil ouvrier national le 21 novembre dans la capitale. L'armée russe dirigée par Andropov empêche la réunion, arrête une partie des délégués tandis que d'autres parviennent à se réunir. Une vive discussion a lieu, pour ou contre la reprise du travail et le nouveau président du Conseil central ouvrier du grand Budapest, jugé à son tour trop conciliateur, est remplacé par un jeune ouvrier de 23 ans, Racz, beaucoup plus combatif. Une liaison permanente est mise en place entre le conseil de Budapest et ceux de la pro-





Janos Kadar Imre Nagy



vince. Le 5 décembre, la police arrête un grand nombre de dirigeants ouvriers, mais le président du Conseil Racz et le vice-président Bali parviennent à se réfugier dans leurs usines où ils sont protégés par les ouvriers et où la police n'ose pas intervenir. Une grève générale de 48 heures est décidée à partir du 11 décembre pour la libération des dirigeants emprisonnés. Convoqués par Kadar pour négocier, Racz et Bali quittent leurs usines. Ils sont arrêtés au Parlement.

C'est la fin. Si certaines usines poursuivent encore la grève, Kadar et sa police, appuyés par Andropov et l'armée russe, reprennent le contrôle de la situation. Les arrestations, exécutions et déportations vont suivre.

DÉFENDRE LA MÉMOIRE DES COMBATTANTS RÉVOLUTIONNAIRES

Quoi qu'en disent en 1956 d'un côté les despotes de l'URSS, de la Chine et les staliniens de tous les pays (dont le PCF et la direction de la CGT). pour qui il s'agit d'une contre-révolution fasciste à la solde des impérialistes, ou, en miroir, les bourgeois, les bureaucrates syndicaux de guerre froide (FO et FEN en France) et les sociaux-démocrates (PS-SFIO en France) de l'autre, célébrant dans la révolution hongroise de 1956 les combattants de la liberté « contre le communisme », le caractère profondément révolutionnaire et prolétarien du soulèvement ne fait aucun doute.

Orban, le dirigeant nationaliste réactionnaire aujourd'hui à la tête du gouvernement hongrois n'a pas manqué lui non plus de salir la mémoire des révolutionnaires de 1956 en s'en attribuant la continuité et pour justifier sa politique. Pour ceux qui ont manifesté et sifflé son discours mensonger à l'occasion du 60e anniversaire de l'insurrection de 1956, pour les travailleurs et jeunes qui cherchent la voie du socialisme, du pouvoir des travailleurs, il convient de rétablir la vérité. Il suffit de citer, parmi de nombreux documents du même type, un extrait de la déclaration du Conseil central ouvrier du grand Budapest en date du 27 novembre 1956:



Camarades ouvriers! Le conseil central ouvrier des usines et des arrondissements du grand Budapest élu démocratiquement par la base vous adresse un appel et des informations dans le but de resserrer encore nos rangs et de les rendre plus unis et plus forts... Ainsi que nous l'avons toujours fait, nous affirmons une fois de plus que nous avons reçu notre mission de la classe ouvrière. Fidèles à cette mission, nous défendrons, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste. Nous proclamons en même temps notre volonté d'édifier l'ordre social et économique dans une Hongrie indépendante et à la manière hongroise. Nous n'abandonnerons aucune des revendications de la révolution. Nous sommes des ouvriers et nous voulons travailler...

TIRER LES LEÇONS POUR LA CONSTRUCTION D'UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE

S'il est frappant de constater combien la lutte spontanée des ouvriers et des étudiants hongrois suit les axes de la révolution politique dégagée par Trotsky à partir de 1933 (conserver la propriété publique des moyens de production, renverser la bureaucratie, instaurer la démocratie des soviets), il a manqué un parti révolutionnaire pour donner à cette recherche de centralisation politique de la classe ouvrière un programme et des objectifs clairs comme de postuler à la prise du pouvoir au lieu de s'en remettre à la fraction réformatrice de la bureaucratie stalinienne, de s'adresser à la classe ouvrière mondiale, des pays capitalistes comme des pays sous le joug du stalinisme et non de nourrir des illusions sur les « démocraties » occidentales.

Le prolétariat et la jeunesse hongroise qui se sont battus héroïquement dans un combat très inégal ne sont pas en cause, mais la révision pabliste de 1949-1951 du programme de la IV^e Internationale (dont les héritiers en France aujourd'hui sont le NPA, Ensemble, la GR...) porte une lourde responsabilité dans l'absence d'un tel parti révolutionnaire, ou même d'un noyau communiste internationaliste, qui aurait pu jouer un rôle considérable dans cette révolution. Quelle leçon et quelle perspective la direction Pablo-Mandel du SI pro-stalinien qui usurpait le nom de la IV^e Internationale tirait-elle de la révolution hongroise ?

Gomulka en Pologne, Nagy en Hongrie, demain peut-être Hernstedt ou Ackermann en Allemagne de l'Est, devenant aux yeux des masses des symboles de lutte pour l'émancipation nationale, créent des conditions favorables pour un regain de popularité du PC et permettent à la révolution politique sous direction communiste oppositionnelle, de mobiliser les sentiments nationaux en sa faveur... (Ernest Germain, Quatrième internationale n° 10-12, décembre 1956)

Encore Germain (Mandel) manifestait-il en 1956 de la sympathie pour les travailleurs de Hongrie. En 1983, chez les pablistes de la seconde génération de la SL américaine dirigée par Robertson, le Thiers de la révolution hongroise, Andropov, était devenu une idole.

Contrairement à ce qu'espéraient les révisionnistes du programme de la 4^e Internationale, le salut de l'économie collectivisée ne pouvait venir de la bureaucratie parasite, de l'organe de la bourgeoisie au sein de l'État ouvrier dégénéré. Certes, quand les travailleurs et les étudiants se mobilisaient, une fraction du parti et même de l'appareil d'État se ralliait à eux. Mais seul le prolétariat pouvait, en chassant la bureaucratie, ouvrir la voie du socialisme.

L'écrasement des débuts de révolutions politiques par la bureaucratie stalinienne en Allemagne (1953), en Hongrie (1956), en Chine (1967-1969), en Tchécoslovaquie (1968), en Pologne (1971, 1981), en Chine (1989) a préparé la restauration du capitalisme à partir de 1989 par les fractions décisives de la bureaucratie soumise à la pression de l'impérialisme.

Ce n'est plus la révolution politique qui est à l'ordre du jour aujourd'hui en Hongrie après le retour au capitalisme, mais une révolution sociale complète. Elle nécessite tout autant pour réussir de construire un parti révolutionnaire mondial. La défense de la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956 fait intégralement partie de son programme.

5 décembre 2016

Première parution : Révolution communiste n° 20

Camarades ouvriers,

Le Conseil central ouvrier des usines et des arrondissements du Grand-Budapest élu démocratiquement par la base vous adresse un appel et des informations dans le but de resserrer encore nos rangs et de les rendre plus unis et plus forts.

On sait que le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest a été créé sur l'initiative des grandes entreprises, le 14 novembre dernier, afin de coordonner le travail des conseils ouvriers des usines et de se faire le porteparole commun de leurs revendications. Depuis sa création, le conseil central a, sans opportunisme, présenté aux instances les plus diverses les revendications des ouvriers du Grand-Budapest et, bien que les résultats ne soient pas suffisants, loin de là, nous pouvons néanmoins affirmer qu'au cours de ces négociations nous n'avons à aucun moment abandonné les objectifs essentiels de notre glorieuse révolution nationale du 23 octobre.

Ainsi que nous l'avons toujours fait, nous affirmons une fois de plus que nous avons reçu notre mission de la classe ouvrière. Fidèles à cette mission, nous défendons, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste. Nous proclamons en même temps notre volonté d'édifier l'ordre social et économique dans une Hongrie indépendante et à la manière hongroise. Nous n'abandonnerons aucune des revendications de la révolution. Nous considérons que le travail est la base de la société. Nous sommes des ouvriers et nous voulons travailler. Voilà pourquoi nous avons convié au Palais des sports à Budapest, pour le 21 novembre dernier, les représentants de la province, des départements, afin que, à la réunion d'un conseil ouvrier national, nous discutions des questions les plus importantes qui nous préoccupent et notamment de la possibilité d'une reprise du travail...

Les usines se trouvent entre nos mains, entre les mains des conseils ouvriers.

Afin d'augmenter encore nos forces nous pensons que, en vue de mesures et actions unies, la réalisation des tâches suivantes s'impose :

1) Dans tout arrondissement et dans tout département où un conseil ouvrier d'arrondissement ou de département n'a pas encore été constitué, ces organismes sont à former d'urgence au moyen d'élections démocratiques organisées à la base. Les usines importantes et d'abord celles qui se trouvent dans les villes centrales des départements devront prendre l'initiative de constituer des conseils centraux.

- 2) Tout conseil central d'arrondissement et de département doit se mettre immédiatement en rapport avec le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest (15-17, rue Akacfa, téléphone 422-130). Le président du conseil central est Sándor Rácz, président du conseil ouvrier de l'usine Standard (Beloiannis) ; son adjoint est György Kalocsai, délégué du conseil ouvrier des Huileries végétales de Csepel ; son secrétaire est István Babai, président du conseil ouvrier de la Compagnie des tramways de Budapest.
- 3) L'une des tâches les plus importantes des membres des conseils ouvriers d'usines consiste à s'occuper, non seulement de l'organisation du travail, mais aussi à élire d'urgence les conseils ouvriers définitifs. Au cours de ces élections, nous devons montrer la même énergie pour combattre l'agitation de la dictature rákosiste que celle de la restauration capitaliste. Les conseils doivent être composés d'ouvriers honnêtes au passé irréprochable! Au sein des conseils, les ouvriers devront posséder une majorité d'au moins deux tiers.

En ce qui concerne les attributions des conseils ouvriers, nous ne saurions être d'accord avec les ordonnances du Conseil du présidium suprême promulguées à ce sujet. Nous maintenons que des conseils ouvriers doivent être formés dans toutes les compagnies de transports (chemins de fer, tramways municipaux, compagnies d'autobus), ainsi que dans toutes les entreprises où l'ensemble des travailleurs le réclame. Lors de l'entretien du 26 de ce mois, le président du Conseil des ministres a promis de soumettre notre position au Conseil des ministres. En attendant, nous invitons les conseils ouvriers créés dans de telles compagnies à poursuivre leur activité. Par ailleurs, nous ne saurions être davantage d'accord avec le décret du Conseil du présidium suprême qui définit la compétence des Conseils révolutionnaires créés dans les ministères et les grandes administrations. Nous voulons, en effet, un renforcement considérable de l'autorité de ces conseils.

Pour ce qui est de la personne des directeurs, nous pensons que ces derniers doivent être élus par les conseils eux-mêmes après déclaration de candidature. L'entrée en fonction d'un directeur ne devrait pas être subordonnée à l'accord du ministre ou du ministère. Nous invitions les conseils ouvriers à mettre tout en œuvre pour la réalisation de notre position; à ne pas accepter des dirigeants imposés aux usines, qui dans le passé ont fait la preuve de leur incompétence et de leur éloignement du peuple. Il faudra se méfier des arrivistes au passé douteux.

4) Par la suite, il est très important que l'élection des nouveaux comités d'usine soit assurée par les conseils ouvriers représentant la volonté

Les syndicats essaient actuellement de présenter les conseils ouvriers, comme s'ils furent constitués grâce à la lutte des syndicats. Il est superflu de préciser que c'est là une affirmation gratuite. Seuls les ouvriers ont combattu pour la création des conseils ouvriers et la lutte de ces conseils a été dans bien des cas entravée par les syndicats qui se sont bien gardés de les aider. Nous pensons que les ouvriers ont besoin d'organisations qui défendent leurs intérêts, de syndicats et de comités d'usine. Mais de ceux qui sont élus par la base avec des méthodes démocratiques, de façon que leurs dirigeants soient d'honnêtes représentants de la classe ouvrière. Voilà pourquoi il importe que les comités d'usine soient élus de la façon la plus démocratique, une fois les conseils ouvriers définitivement constitués, afin que la composition personnelle de ces comités fournisse toutes les garanties pour la réalisation des objectifs de la révolution.

Nous sommes hostiles au maintien des permanents syndicaux rétribués. En effet, l'activité aussi bien au sein d'un comité d'usine qu'au sein d'un conseil ouvrier doit être un travail social bénévole.

Nous ne voulons pas vivre de la révolution et nous ne tolérerons pas que qui ce soit essaie d'en vivre. Nous estimons que l'adhésion aux syndicats doit être libre d'autant plus qu'on ne saurait préserver d'une autre manière les syndicats du danger de la bureaucratisation et de l'éloignement du peuple.

Nous protestons contre la thèse des « syndicats libres » récemment constitués d'après laquelle les conseils ouvriers devraient être uniquement des organisations économiques. Nous pouvons affirmer que les véritables intérêts de la classe ouvrière sont représentés en Hongrie par les conseils ouvriers et que, d'autre part, il n'existe pas actuellement un pouvoir politique plus puissant que le leur. Nous devrons œuvrer de toutes nos forces au renforcement du pouvoir ouvrier.

5) Les conseils ouvriers d'arrondissement et de département devront rentrer immédiatement en contact avec l'organisme distributeur compétent de la Croix-Rouge. Ils devront envoyer leurs délégués à son siège

- 6) Dans le but d'empêcher toute inflation, les conseils d'arrondissement et de département devront organiser le contrôle public des marchés et des halles centrales, afin que les travailleurs empêchent l'augmentation des prix. Ces contrôleurs devront se présenter régulièrement dans les lieux de vente, clouer au pilori les auteurs d'infractions et, en outre, signaler à qui de droit tout abus.
- 7) Les conseils d'arrondissement et de département devront faire tout leur possible pour informer l'opinion publique. Toutes les fois que la chose sera faisable, ils demanderont que leur soit réservée une place dans la presse locale. Par ailleurs, ils devront fournir constamment des informations objectives aux travailleurs des usines et des entreprises. Pour cette raison, les conseils centraux des grandes usines doivent faire le nécessaire pour que cet appel soit distribué dans tous les ateliers. Ces revendications ayant été formulées à plusieurs reprises, le président du Conseil des ministres a promis qu'il soumettrait, le 27 courant, au Conseil des ministres, notre revendication au sujet de l'obtention d'une licence pour la création d'un quotidien. Cette demande une fois satisfaite, le problème de l'information serait résolu.

Pour conclure, nous dirons qu'aujourd'hui il est nécessaire que les conseils ouvriers, avec une unité et intransigeance complètes servent même avec la reprise du travail - la cause de la révolution du 23 octobre. Nous avons fait le premier pas, c'est au gouvernement de répondre. Tout cela peut durer plusieurs mois. Il nous faudra veiller avec vigilance, pendant tout ce temps-là, car la clique compromise de Rákosi et Géró essaie de pêcher en eau trouble et de restaurer son régime. Nos rangs se renforcent de jour en jour. Nous avons derrière nous des écrivains honnêtes qui ont joué un rôle important dans la préparation de la révolution, des artistes, des musiciens et le Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois qui groupe toutes les organisations d'intellectuels. Une unité nationale, encore jamais vue, qui rassemble tous les Hongrois honnêtes, se constitue actuellement à la suite de nos combats. Regroupons-nous encore davantage, resserrons encore nos contacts entre conseils ouvriers et continuons à combattre avec une vigilance révolutionnaire pour notre objectif sacré, une Hongrie socialiste, indépendante et démocratique, édifiée selon nos caractéristiques nationales.

Déclaration du CIQI

LA 4^E INTERNATIONALE SALUE LE PROLÉTARIAT HONGROIS

Inspiré par les événements de Pologne, le peuple hongrois les armes à la main, s'est révolté contre les bureaucrates staliniens indigènes et leurs suzerains russes. Au cours de leur lutte héroïque, ils ont établi des conseils ouvriers dans plusieurs villes industrielles importantes.

Le Comité international de la 4e Internationale, au nom du mouvement trotskyste mondial, salue chaleureusement les conseils ouvriers qui fonctionnent actuellement à Miskolc et ailleurs. En prenant la direction dans le combat pour ces intérêts vitaux, la classe ouvrière hongroise s'efforce d'accomplir sa mission historique et d'établir le socialisme authentique dans son pays.

Le monde entier peut maintenant apprécier le contenu réel de la soidisant « démocratie populaire ». Grâce à l'intervention de la bureaucratie stalinienne, par l'intermédiaire de ses instruments locaux, et à la présence de l'armée rouge, le peuple hongrois fut empêché en 1945 de prendre le pouvoir en instaurant d'authentiques soviets organes de la démocratie ouvrière. Sous prétexte de contenir la contre-révolution, l'appareil stalinien soumit le peuple hongrois à la plus cruelle persécution. Encore une fois, il a été démontré qu'il n'y a pas de substitut bureaucratique à la classe ouvrière accomplissant sa mission historique, qui est de diriger l'exécution des plus profondes transformations sociales.

La formation de véritables soviets révolutionnaires à Miskolc et dans d'autres districts démontre puissamment que le prolétariat a rejeté de façon décisive la propagande contre-révolutionnaire bourgeoise et socialdémocrate. Les expériences et les idéaux de la révolution russe d'octobre 1917 et de la révolution hongroise de 1919 sont restés vivants dans les consciences des masses hongroises au grand désappointement de la bourgeoisie mondiale et de ses agents sociaux démocrates.

Pour détruire l'oppression bureaucratique stalinienne et la contrerévolution, les Hongrois ont eu recours à la méthode soviétique d'organisation qui comme en Russie en 1917, forme la base de la dictature du prolétariat...

La social-démocratie doit partager avec les staliniens une part considérable du blâme pour les événements de Hongrie. Pendant que les « hommes d'État » de la social-démocratie versaient des larmes de crocodile sur le sort du peuple hongrois, ils endossaient les pires crimes des impérialistes, comme par exemple ceux commis en Algérie.

La Hongrie constitue un appel à l'action non seulement pour la classe ouvrière d'Europe de l'Est, mais pour le monde entier. Avec la Pologne, elle constitue le point de départ de la révolution politique des ouvriers et des paysans pour renverser le stalinisme. Elle est susceptible de s'étendre non seulement à tous les pays du bloc soviétique, mais à l'URSS elle-même.

Vive les républiques démocratiques des conseils des ouvriers et des paysans pauvres, en Hongrie et en Europe de l'Est!

Vive la résurrection de la démocratie soviétique en Russie!

Tout le pouvoir aux conseils ouvriers et paysans en Hongrie!

Vive l'internationalisme prolétarien de Lénine et de Trotsky!

Vive la Quatrième Internationale, qui n'a jamais cessé d'organiser et de diriger la lutte contre l'impérialisme et contre la bureaucratie soviétique!

27 octobre 1956, Comité international de la 4e Internationale

Première parution : La Vérité n° 433, 23 novembre 1956



La révolution des conseils ouvriers vérifie le programme de la 4^e Internationale

Une cérémonie officielle avec tous les héritiers des fossoyeurs des révolutions des années 1950

Il y a 50 ans, l'avant-garde ouvrière et la jeunesse hongroise subissaient la répression féroce de l'armée du Kremlin, venue au secours du pouvoir stalinien hongrois en déroute. Khrouchtchev, la bureaucratie de l'URSS et son armée assassinaient plusieurs milliers d'insurgés, en emprisonnaient des dizaines de milliers, en chassait du pays 160 000 pour interdire toute révolution politique contre sa dictature.

Le 22 juin 2006, en visite à Budapest à l'occasion du cinquantenaire de l'insurrection, le président des États-Unis a posé en défenseur de la démocratie.

Quand des peuples combattent pour leur liberté, les États-Unis se tiennent à leurs côtés. (Le Monde, 24 juin 2006)

Avec la complicité des représentants de la nouvelle bourgeoisie hongroise, George Bush fils se permet de reprendre la mystification de la défense éternelle de « la liberté » par la plus grande puissance impérialiste. Pourtant, il a été désigné président une première fois en 2000 avec moins de voix que son concurrent, il a restreint depuis cinq ans les libertés démocratiques aux États-Unis et les Afghans et Irakiens subissent une occupation grâce à lui. Sans parler des multiples contributions antérieures du principal impérialisme à des coups d'État : Argentine en 1943, Iran en 1953, Guatemala en 1954, Congo en 1960, Cuba en 1961, Guatemala en 1963, Equateur en 1963, Brésil en 1964, Bolivie en 1964, Indonésie en 1965, Grèce en 1967, Bolivie en 1971, Chili en 1973, Argentine en 1976, Grenade en 1986, Haïti en 1993, Venezuela en 2002, etc. Quand ceux-ci réussirent, leurs promoteurs s'en prirent aux libertés.

En ce qui concerne la Hongrie de 1956, les dirigeants de l'époque des États-Unis furent, en fait, satisfaits de l'écrasement de la révolution ouvrière par le Kremlin, tout en utilisant la féroce répression stalinienne dans leur propagande contre le socialisme et la révolution. Tant il est vrai que ce qui unissait les bureaucraties de l'URSS et de la Chine aux bourgeoisies d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et du Japon était la haine de tout mouvement de la classe ouvrière, de toute révolution mettant en cause l'ordre mondial.

L'opinion la plus répandue parmi les officiels américains était que le mot « évolution » vers la liberté en Europe de l'est conviendrait mieux pour tous les intéressés que le mot « révolution », bien que personne ne l'ait dit publiquement. (New York Times, 25 octobre 1955, cité par Andy Anderson, Hongrie 1956, Spartacus, 1976, p. 128)

Bush était invité par le gouvernement de Ferenc Gyurcsány. Le Premier ministre hongrois est un capitaliste et aussi le dirigeant du Parti socialiste hongrois (MSzP), organisation sœur du PS français. Le MSzP est le nom pris en 1989, quand il a décidé de restaurer le capitalisme en Hongrie, par le parti de la bureaucratie... qui a écrasé l'insurrection ouvrière en 1956.

LA HONGRIE EN 1956

À partir de 1946-1947, l'économie et les institutions politiques de la Hongrie furent calquées sur celles de l'URSS, avec une dimension spécifique d'oppression nationale qui découlait de leur importation et de l'inégalité des rapports entre l'URSS et les États d'Europe de l'est, ou plus précisément de la subordination des bureaucraties au pouvoir dans ces derniers à la bureaucratie russe, à l'exception de celles de la Yougoslavie et de l'Albanie.

La révolution prolétarienne avait triomphé en Russie en Octobre 1917 grâce à la présence et à l'activité d'un parti ouvrier révolutionnaire s'appuyant résolument sur les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats (« soviets »). La révolution d'Octobre était le début de la révolution socialiste qui allait secouer le monde. Elle instaurait le pouvoir des soviets, qui procéda à l'expropriation des capitalistes. L'État ouvrier ainsi engendré était en transition vers le socialisme, un mode de production sans classes sociales qui requiert un niveau élevé des forces productives.

La propriété privée, pour devenir sociale, doit inéluctablement passer par l'étatisation, de même que la chenille, pour devenir papillon, doit passer par la chrysalide. Mais la chrysalide n'est pas un papillon... La propriété d'État ne devient celle du « peuple entier » que dans la mesure où disparaissent les privilèges et les distinctions sociales et où, par conséquent, l'État perd sa raison d'être. (Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, 1936, Minuit, 1963, p. 159)

Seule l'extension de la révolution à des pays avancés pouvait permettre de surmonter l'arriération économique et culturelle léguée par le tsarisme, les dévastations de la guerre inter-impérialiste, de la guerre civile et des interventions étrangères. Isolé à la suite des échecs des autres révolutions d'Europe, en particulier de l'Allemagne en 1919, en 1921 et en 1923, mais aussi de la Hongrie en 1919, l'État ouvrier russe dégénéra. Le Parti communiste (bolchevik) est devenu un parti unique, les soviets sont affaiblis, la bureaucratie de l'État a échappé à tout contrôle de la classe ouvrière. La bureaucratie, sous la conduite de Staline, s'empara alors du pouvoir politique et du parti lui-même, au terme de conflits entre la direction de l'appareil d'État et l'Opposition de gauche (1924). puis l'Opposition unifiée (1926).

Cette caste tirait sa puissance des bases sociales et économiques résultant de la Révolution d'octobre, mais elle ne pouvait préserver, face au prolétariat, son pouvoir et ses privilèges que pour autant que la révolution prolétarienne ne s'étendait pas et que le prolétariat russe ne relevait pas la tête. D'où l'invention de l'absurdité du « socialisme dans un seul pays », d'où le rôle contre-révolutionnaire que la bureaucratie manifesta de plus en plus consciemment sur l'arène interne (le règne du KGB, les procès de Moscou de 1934 où les anciens compagnons de Lénine furent accusés de crimes inouïs, le goulag et les exécutions sommaires...) et à l'extérieur, en utilisant comme instrument l'Internationale communiste (le barrage à la révolution par le moyen des fronts populaires, la liquidation des révolutionnaires en Espagne en 1936, le pacte avec Hitler en 1939...).

L'invasion par l'impérialisme allemand de l'URSS se heurte, malgré l'impéritie de Staline, à la résistance des peuples de l'URSS. En 1940, une nouvelle Sainte Alliance contre-révolutionnaire se constitue entre la bourgeoisie impérialiste étasunienne, la bourgeoisie impérialiste britannique et la bureaucratie stalinienne russe, formalisée lors des accords de Téhéran, Casablanca, Yalta et Postdam, Staline dissout l'Internationale communiste en 1943. La bureaucratie mise sur le nationalisme russe pour cimenter la population face à l'invasion. Dans la conscience des nouvelles générations de l'URSS, la « grande guerre patriotique » estompera la Révolution d'Octobre.

À la fin de la guerre, les bombardements des villes allemandes, le comportement ignoble de l'Armée rouge envers la population allemande, le désarmement des maquis et des insurgés, les blocs d'union nationale, l'occupation de l'Allemagne et sa division, tout est fait pour empêcher la révolution en Europe (Italie, Grèce, France, Tchécoslovaquie, Hongrie...).

À l'arrivée de l'Armée rouge (renommée Armée soviétique en 1946), les travailleurs hongrois renouent avec les comités et leurs conseils qui prennent en charge les fonctions de sécurité, de déblaiement et de reconstruction, de remise en marche de la production comme de secours divers (voir Julien Papp, La Hongrie libérée, Presses universitaires de Rennes, 2006). Le Kremlin s'emploie à défaire les conseils ouvriers au profit d'un gouvernement d'union nationale qui réunit le Parti des petits propriétaires indépendants (FKgP, le parti bourgeois et clérical majoritaire aux élections de novembre 1945), le Parti national paysan (NPP, un autre parti bourgeois), le Parti communiste hongrois (MKP), le Parti social-démocrate (MSzDP). Le gouvernement d'union nationale défend la propriété privée comme ses homologues d'Italie ou de France... mais sous la surveillance de l'armée de l'URSS et non de celle des États-Unis.

Aussi, quand Washington s'en prend en 1946 à l'URSS dans le but de réintégrer la Russie dans la sphère du capitalisme, la bureaucratie du Kremlin se défend. Les prétendues « démocraties populaires » subissent une transformation profonde pour les conformer à l'URSS non de 1917, mais de 1947 : d'un côté, le capital est exproprié, conformément aux aspirations du prolétariat en 1919 et en 1944. En Hongrie, le FKgP est liquidé en 1947, le NPP et le MSzDP sont absorbés par le MKP qui se renomme Parti des travailleurs hongrois (MDP). Celui-ci sert de couverture à une bureaucratie corrompue.

Comme leurs homologues en Union soviétique et dans les autres démocraties populaires, les quelques milliers de dirigeants de ce grand appareil bureaucratique menaient un train de vie privilégié. Ils disposaient de magasins spéciaux, de salons de couture, de villas, de voitures, ils voyageaient luxueusement dans le pays et à l'étranger. (François Feitö, Budapest 1956, Julliard, 1966, p. 103)

Le Pacte de Varsovie est proclamé en 1955 face à l'OTAN constitué en 1949. Au nom du socialisme, du « marxisme-léninisme », dans toute l'Europe centrale, les bureaucraties imposent un régime policier d'autant plus haï qu'il est imposé par l'étranger, en particulier dans la partie est de l'Allemagne divisée. La Yougoslavie et l'Albanie jouissent de plus d'autonomie vis-à-vis de l'URSS, car le mouvement de résistance nationale dirigé par les staliniens y avait pris lui-même le pouvoir. Les partis uniques eux-mêmes sont purgés à plusieurs reprises des éléments suspectés par Staline d'indépendance. En Hongrie, par exemple, l'ancien dirigeant du Parti communiste hongrois durant la clandestinité, László Rajk, est pendu en 1949.

LA MORT DE STALINE DÉCLENCHE LA PREMIÈRE VAGUE DE LA **RÉVOLUTION POLITIQUE**

La mort de Staline, en mars 1953, donne le signal d'un puissant mouvement révolutionnaire pour chasser la bureaucratie qui usurpait le pouvoir dans tous les pays où la classe capitaliste avait été expropriée :

- l'insurrection des ouvriers de l'Allemagne de l'est en 1953,
- les protestations des déportés politiques des goulags russes en 1953 et 1954,
- les luttes des travailleurs de Tchécoslovaquie en 1954,

Berlin, 1953

les mouvements des prolétariats de Pologne et de Hongrie en 1956. Ce mouvement se conjugue avec une certaine remontée de la lutte des

classes à l'Ouest de l'Europe : en 1953, la France connaît une grève générale des services publics ; en 1955, une grève touche les ports et les journaux de Grande-Bretagne ; en 1956, malgré la dictature franquiste, une vague de grèves se produit en Espagne; en 1956, en Italie, les travailleurs des campagnes sont en grève...

En Europe de l'Est, au gaspillage de la gestion bureaucratique de l'économie, s'ajoutent les prélèvements de l'URSS. La pesante mainmise russe est rejetée par la majorité de la population, le temps de travail est aussi long que les salaires sont faibles.

En juin 1953, les ouvriers du bâtiment et les métallos de Berlin-Est se mettent en grève contre l'aggravation de leurs conditions de travail. En de puissantes manifestations, les travailleurs de toute l'Allemagne de l'est s'élèvent contre la dictature de la bureaucratie et l'occupation russe. Ils manifestent à Berlin-Ouest, mais les occupants impérialistes (France, Grande-Bretagne, États-Unis) ferment alors les zones qu'ils contrôlent. La révolte ouvrière est matée par les chars russes et la police politique, la Stasi, qui comporte plus d'un nazi recyclé.

En URSS, les prisonniers du camp de Vorkouta se soulèvent avant d'être implacablement réprimés. Sous les pressions venant du prolétariat et se réfractant dans la bureaucratie, Nikita Khrouchtchev reconnaît en février 1956 quelques-uns des crimes de Staline tout en définissant le stalinisme comme une simple déviation et un « culte de la personnalité ». En pratique, il desserre la censure et libère une partie des prisonniers politiques du goulag. La couche sociale des usurpateurs de la révolution d'octobre 1917 compte accepter quelques concessions en URSS — et dans les pays qu'elle contrôle en Europe centrale et orientale — pour pérenniser ses privilèges.

Les masses s'engouffrent dans la brèche ouverte par Khrouchtchev. Le 28 juin 1956, de puissantes manifestations ouvrières ont lieu à Poznań, en Pologne, pour arracher les libertés démocratiques, de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires. Elles s'en prennent à la police, aux tribunaux et aux prisons. Ces manifestations s'appuient sur le bouillonnement de la jeunesse étudiante et des travailleurs qui revendiquent un socialisme démocratique. La classe ouvrière polonaise aspire à contrôler les propriétés de l'État, à l'épurer des profiteurs, des assassins, à dissoudre la police politique (AVH). Elle veut refouler les troupes russes d'occupation. Le soir même, les manifestants sont durement réprimées par le gouvernement d'Edward Ochab, premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais (PZPR).

La lutte contre la dictature bureaucratique ne constitue pas à proprement parler une révolution sociale, car elle ne vise pas à transformer les conquêtes issues de la Révolution d'octobre mais au contraire à préserver, contre l'impérialisme et la bureaucratie, la propriété collective des movens de production, la planification. La révolution prolétarienne les défend, de la seule manière efficace, en établissant la démocratie ouvrière, en détruisant la bureaucratie parasitaire, en accomplissant une révolution politique qui donne le pouvoir au prolétariat. Cette révolution politique est l'expression, dans les pays où les fondements de la domination capitaliste ont été détruits et où une bureaucratie contrerévolutionnaire s'est emparée du pouvoir politique, de la révolution socialiste internationale.

LA MANIFESTATION DU 23 OCTOBRE 1956

En Hongrie, la classe ouvrière et la jeunesse suivent l'exemple de leurs sœurs et frères polonais. Créé en 1955 et composé d'étudiants rejoints par des intellectuels, le Cercle Petöfi (du nom d'un poète mort en 1849 lors de la guerre d'indépendance) est un forum de discussion de l'organisation de jeunesse communiste. Ses principaux animateurs sont très souvent des oppositionnels ou des exclus du Parti des travailleurs hongrois (MDP). Le 23 octobre 1956, la manifestation appelée à Budapest par le Cercle Petöfi est un gigantesque succès. 300 000 manifestants, plus peut-être, ont répondu à l'appel du Cercle. La manifestation regroupe des dizaines de milliers d'étudiants et de jeunes travailleurs venus soutenir la jeunesse et les ouvriers polonais menacés par les mouvements des troupes russes.

En Pologne, alors que les meneurs des « émeutiers de Poznan » sont jugés fin septembre, la jeunesse étudiante et le prolétariat descendent dans la rue et tiennent des meetings pour une Pologne socialiste et indépendante de l'occupant russe. Khrouchtchev et son gouvernement voit alors en Wladislaw Gomulka, un ancien premier secrétaire du PZPR écarté du temps de Staline, une porte de sortie face aux masses. Rapidement réhabilité début octobre, Gomulka tient un meeting le 23 octobre à Varsovie devant plus de 300 000 personnes. Il y tient le discours de la « démocratisation » et des réformes tout en maintenant l'essentiel, le monopole politique de la bureaucratie polonaise, elle-même appendice de la bureaucratie russe.

En Hongrie, le mouvement échappe au contrôle de la bureaucratie. Le 20 octobre, la jeunesse étudiante a fondé une organisation de la jeunesse, la MEFESZ, indépendante du parti stalinien. Les 21 et 22 octobre, de grands meetings ouverts et libres sont organisés dans les universités de Budapest. Les meetings des Universités polytechnique et de sciences humaines ont adopté un programme en 16 points. Les étudiants ont confirmé leur solidarité avec les Polonais, leur volonté d'un socialisme « démocratique et indépendant ». Ils ont envoyé des délégations dans les usines. Ils ont aussi prévu de mettre à bas les statues de Staline et veulent voir les troupes russes quitter leur pays. Ils veulent que les tortionnaires staliniens soient démis de leurs fonctions pour laisser place à Imre Nagy, le « Gomulka » hongrois, exclu en 1948 et revenu au pouvoir en 1953, mais de nouveau écarté en 1955.

Interdite, la manifestation se rend au Parlement. Autorisée alors par Ernest Gerö, le premier secrétaire du MDP, les manifestants entendent à la radio son intervention. Gerö annonce que seuls des « canailles » et des « chauvins » ont pu organiser cette manifestation ouvrant « la porte aux capitalistes ». L'ancien tortionnaire des révolutionnaires espagnols en 1936-1937, le complice de Rakosi dans l'assassinat de milliers de communistes hongrois de 1948 à 1953, prétend que les relations avec l'URSS sont d'égalité. Bouillonnants, les jeunes manifestants décident de diffuser à la radio, pour répondre à Gerö, leur résolution en 16 points. La statue de Staline est abattue. Devant l'immeuble de la radio, les agents détestés de la police politique (AVH) tirent sur la foule. Les manifestants ne lâchent pas prise. Les autorités appellent l'armée et la police municipale en renfort.

L'INSURRECTION OUVRIÈRE À BUDAPEST

Mais le soir du 23 octobre, l'armée refuse d'intervenir contre le peuple. Parfois, les soldats ouvrent les portes des casernes et laisse les masses insurgées s'armer. Des commissariats sont attaqués et, si possible, dévalisés de leurs armes. Dans la nuit du 23 au 24, les travailleurs entrent en action contre tout ce qui représente l'ordre bureaucratique. Ils s'attaquent à la radio, aux bâtiments de l'AVH qui n'arrive pas à repousser les étudiants et les ouvriers armés.

Dans le même temps, les insurgés se sont organisés politiquement autour du cercle Petöfi et du Comité révolutionnaire des étudiants. Ce dernier sera le premier organe de la révolution politique contre la bureaucratie. Il préconise la fraternisation avec les soldats russes.

Face à la neutralisation de l'armée hongroise par le mouvement des masses, le Kremlin décide de s'appuyer sur les dizaines de milliers de soldats russes en cantonnement permanent en Hongrie. La bureaucratie russe ne peut laisser planer le doute sur sa capacité à réprimer. Sinon, les travailleurs de Pologne, de RDA et d'URSS, pourraient suivre l'exemple des ouvriers et des étudiants hongrois et signer son arrêt de mort.

Le 24 octobre, au petit matin, les troupes russes entrent en action en entourant Budapest et en s'installant sur les principaux axes de circulation. Environ 2 000 chars font mouvement contre l'insurrection. Les troupes russes aident les avos (policiers politiques) à tirer sur les insurgés, à arrêter les meneurs, à reprendre les usines et les bâtiments officiels occupés. Le comité central du Parti des travailleurs hongrois (MDP), en retard sur les événements et impuissant devant la spontanéité de l'insurrection, tente de jouer la carte Imre Nagy, comme le Parti ouvrier unifié polonais (PZPR) a fait avec Gomulka.

Nagy essaie de limiter, d'adoucir, d'entraver la répression, de se débarrasser de Gerö et de ses acolytes, de persuader les Soviétiques de se retirer, les insurgés de se modérer, Soviétiques et insurgés de lui faire confiance, de l'accepter comme médiateur. L'objectif principal qu'il poursuivait, c'était l'ordre. (François Fejtö, Histoire des démocraties populaires, Seuil, 1969, t. 2, p. 123-124)

Le nouveau gouvernement affirme qu'il a appelé les troupes de l'URSS. Au grand effroi de toutes les fractions de la bureaucratie, la classe ouvrière manifeste sa force. L'insurrection s'étend aux faubourgs ouvriers, les usines sont occupées et les travailleurs s'arment. Des combats ont lieu devant les usines, à la radio, au Parlement et dans les quartiers ouvriers. Le 25 octobre, le colonel Pal Maleter, commandant de la caserne Kilian de Budapest, forte de 2 000 hommes, passe dans le camp des insurgés.

LES CONSEILS OUVRIERS ET LES COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES FACE À LA BUREAUCRATIE

Les travailleurs renouent avec les formes d'organisation de la révolution prolétarienne, celle de la crise révolutionnaire hongroise de 1945, de la révolution espagnole de 1936, de la révolution hongroise de 1919, de la révolution allemande de 1918, des révolutions russes de 1917 et de 1905, de la Commune de Paris de 1871. Devant l'apparition des conseils ouvriers et du Comité révolutionnaire des étudiants, le pouvoir stalinien est confronté à une situation de double pouvoir. Les conseils, véritables soviets, voient le jour dans tout le pays et remplacent systématiquement l'administration bureaucratique qu'ils ont chassée des entreprises, des administrations et des casernes.

C'est la force politique du prolétariat armé. Les travailleurs et la jeunesse se dotent de leurs organes politiques dont les représentants sont élus démocratiquement et souvent à bulletin secret. Ils constituent leurs comités de grève, leurs milices armées et les centralisent au sein de conseils ouvriers, d'étudiants ou de soldats. Ces conseils se forment spontanément dans les entreprises qui ont arrêté le travail le 24 octobre, contre les assassins du gouvernement Gerö, contre l'AVH et les chars russes. Ils se généralisent avec le massacre du Parlement, le 25 octobre.

Sur la place Kossuth, ce soir-là, des dizaines de milliers de personnes exigent l'arrestation de Gerö, l'annulation de la loi martiale et la libération des insurgés emprisonnés. Les jeunes et les travailleurs refusent le palliatif du Comité central du MDP : un simple remaniement ministériel, incluant Imre Nagy de nouveau réhabilité. Les étudiants, diffusent des tracts en russe pour inciter les soldats de l'Armée soviétique à ne pas tirer sur leurs frères et sœurs. La fraternisation s'amorce : plusieurs équipages sortent de leurs chars et mêlent le drapeau de l'URSS à celui de la Hongrie. La police politique hongroise AVH tire alors à la mitrailleuse sur la foule sans armes : 300 morts et des centaines de blessés jonchent le sol. La bureaucratie a décidé qu'il s'agissait d'une lutte à mort.

Durant la nuit du 25 au 26 octobre, les affrontements font rage dans toute la ville. Un tract signé par « les étudiants et ouvriers révolutionnaires » appelle à la grève générale jusqu'au retrait des troupes russes et à la dissolution de l'AVH. Dans les grandes villes comme Miskolc, Gyor, Sopron, Pécs, Dunapentele, Debrecen, Szeged, des conseils ouvriers et

révolutionnaires prennent à leur tour le pouvoir, chassent l'AVH et adoptent le programme de la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne.

LE PROGRAMME DES CONSEILS : L'INDÉPENDANCE NATIONALE ET LA LIQUIDATION DU TOTALITARISME BUREAUCRATIQUE

Les représentants de la bureaucratie russe présents sur place, Mikoyan et Souslov, remplacent Gerö par János Kádár le 25 octobre à la tête du MDP. Kádár était le chef de la police secrète de 1948 à 1951, fut emprisonné. Mikovan et la nouvelle direction du MDP composent un gouvernement de coalition. En plus de « communistes » dont Nagy, nommé Premier ministre, Kádár et des anciens opposants à Gerö comme György Lukács et Geza Losonczy, il comprend Bela Kovacs et Zoltàn Tidly, les dirigeants du Parti des petits propriétaires (FKGP).

Pour soutenir l'action de son gouvernement, il suscite la constitution d'un front populaire regroupant, outre les communistes, ce qui reste des anciens partis. (L'Humanité, 28 octobre 1996)

Cette ombre de la bourgeoisie hongroise représente pourtant la bourgeoisie mondiale qui, elle, n'a pas disparu et qui travaille à restaurer le capitalisme. Le nouveau gouvernement Nagy-Kádár-Tidly invite les travailleurs à reprendre le travail, à cesser leur grève générale et à rendre les armes.

Peuple ouvrier de Hongrie, Un petit groupe de provocateurs contrerévolutionnaires a lancé une attaque armée contre l'ordre de notre République populaire, une attaque qui a été soutenue par une fraction des travailleurs de la capitale... La nouvelle direction du parti et le gouvernement sous ma direction sont décidés à tirer les leçons de ces tragiques événements. Aussitôt que l'ordre sera rétabli, l'Assemblée nationale sera convoquée... Nous appliquerons la loi avec la plus grande sévérité à ceux qui continuent leurs attaques armées... Hongrois, amis, camarades, placez-vous sous la conduite du parti... (Imre Nagy, « Discours radiodiffusé », 25 octobre 1956, François Fejtö, *Budapest 1956*, Julliard, 1966, p. 148-149)

Il annonce son intention de dissoudre l'AVH, de constituer une nouvelle milice nationale à sa place et de négocier le départ des troupes russes. Mais ces concessions et les belles paroles de Nagy et Kádár ne suffisent pas aux conseils ouvriers. Sans rejeter le gouvernement, ils cherchent à s'unifier nationalement et maintiennent leurs revendications. Appuyée sur la grève générale contre le gouvernement et armée grâce à la fraternisation avec les soldats, la révolution politique précise son programme.

Le conseil ouvrier et le Parlement étudiant de la ville de Miskolc sont dans les premiers à affirmer leurs revendications. Ils sont suivis par toutes les régions du pays. Le 28 octobre, alors que la radio annonce les pleins pouvoirs pour Nagy, Radio-Miskolc propose aux autres conseils ouvriers du pays de s'unir sur les bases suivantes :

1) L'édification d'une Hongrie libre, souveraine, indépendante, démocratique et socialiste. 2) Une loi instituant des élections libres au suffrage universel. 3) Le départ immédiat des troupes soviétiques. 4) L'élaboration d'une nouvelle Constitution. 5) La suppression de l'AVH, le gouvernement ne devra s'appuyer que sur deux forces armées : l'armée nationale et la police ordinaire. 6) Amnistie totale pour tous ceux qui ont pris les armes et inculpation de Gerö et de ses complices. 7) Élections libres dans un délai de deux mois avec la participation de plusieurs partis. (Pierre Broué, La Révolution hongroise des conseils ouvriers, PCI, 1957)

À Budapest, le Comité révolutionnaire des intellectuels, qui réunit notamment le Cercle Petöfi et le Comité révolutionnaire des étudiants. adopte le 28 octobre un programme qui réaffirme le même programme qu'à Miskolc. Il avance d'autres revendications, dont l'augmentation des salaires, la défense de la nationalisation des usines et des terres, la direction des usines par les conseils, des aides et dédommagements aux petits paysans contraints à la collectivisation, la liberté de presse et de réunion.

Le 30 octobre, un Conseil national de Transdanubie se tient à Györ avec 400 délégués. Loin de faire confiance au nouveau gouvernement, Radio-Miskolc rend compte de la réunion en ces termes :

Au cours de la réunion, la majorité des délégués a soutenu la proposition à continuer la grève tant que le gouvernement ne réaliserait pas les revendications. (Jean-Jacques Marie et Balazs Nagy, Pologne-Hongrie 1956, EDI, 1966, p. 199)

Devant un tel mouvement, la bureaucratie tente de gagner du temps. Les troupes russes évacuent la capitale.

Manoeuyres du gouvernement de Nagy et Kádár, PRÉPARATIFS DU KREMLIN

Le gouvernement Nagy-Kádár-Tidly navigue entre les exigences des conseils, la pression de la bureaucratie russe et celle de l'impérialisme américain.

Il prétend maintenir la propriété collective des moyens de production, revendiquée explicitement par les conseils ouvriers et le Comité révolutionnaire des intellectuels. Nagy recoit les délégations ouvrières et paysannes du pays qui affluent vers Budapest, porteuses des mêmes revendications qu'à Miskolc. Le gouvernement Kádár-Nagy fait tout pour associer les conseils à son gouvernement. Il met en place une Garde nationale qui fusionne l'ancienne armée et l'ancienne police avec les insurgés en armes.

Le 1^{er} novembre, alerté par l'entrée de troupes « soviétiques », Nagy proclame le retrait du Pacte de Varsovie, demande des négociations aux autorités de l'URSS et en appelle à l'ONU.

Le gouvernement hongrois demande au secrétaire général des Nations-Unies d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale la guestion de la neutralité hongroise et la défense de cette neutralité par les quatre grandes puissances. (François Fejtö, Budapest 1956, Julliard, 1966, p. 219)

Le même jour, le gouvernement légalise les anciens partis de l'union nationale de 1945 : le Parti socialiste hongrois, qui rejoint le gouvernement, le Parti des petits propriétaires et le Parti national-paysan, qui y figuraient déjà. Il réhabilité l'ancien drapeau hongrois.

Le 1^{er} novembre à 16 heures, les délégués de toutes les usines de Budapest se réunissent... Elek Nagy conduira une délégation de 16 au Parlement. Ils y rencontrent un Imre Nagy extrêmement fatiqué qui leur parle de son impuissance devant la présence russe et qui leur demande, malgré tout, la reprise du travail : la légitimité de son gouvernement en dépend. (Julien Papp, « Il y a 50 ans: les conseils ouvriers hongrois », Gavroche n° 148, octobre 2006)

Dans les quartiers ouvriers de Budapest, la grève générale s'achève peu à peu avec l'annonce de l'éviction des derniers partisans de Rakosi et Gerö, la nomination de Maleter au ministère de la Défense, d'autant que Nagy et Kádár ont confirmé la négociation du retrait définitif des troupes russes du pays.

Le gouvernement de coalition donne la parole au chef de l'Église catholique.

Ne donnons à l'empire russe aucune raison de faire couler le sang... On doit reprendre le travail, on doit partout se remettre à la production dans l'intérêt de la nation tout entière... Chacun dans ce pays doit savoir que ce combat ne fut pas une révolution, mais un combat pour la liberté... Maintenant il nous faut des élections générales... Nous sommes pour la propriété privée justement et légalement limitée par des intérêts sociaux... Nous espérons qu'on nous accordera sans délai la liberté d'instruction religieuse... (Joszsf Mindszenty, « Discours radiodiffusé », 3 novembre 1956, François Fejtö, Budapest 1956, Julliard, 1966, p. 224-225)

La longue allocution du cardinal, tournée vers le retour à l'ordre et la restauration du capitalisme, n'a guère d'impact, bien que nombre de travailleurs soient chrétiens. Mais elle servira de prétexte au Kremlin.

En fait, le Kremlin retire les troupes ébranlées par le caractère prolétarien de l'insurrection et la fraternisation et installe des régiments dépêchés d'Asie centrale qu'il intoxique. Mao presse Khrouchtchev de réprimer. Dulles, le secrétaire d'État (ministre des affaires étrangères) des États-Unis donne son feu vert à Khrouchtchev, Joukov et Boulganine. Ceux-ci convoquent Kádár à Moscou le 1er novembre. Dans le même temps, les blindés russes prennent le contrôle des chemins de fer de l'est du pays, s'assurant ainsi la possibilité de déplacer rapidement leurs troupes.

L'INTERVENTION RUSSE DU 3 NOVEMBRE ET L'ÉCRASEMENT DE L'INSURRECTION OUVRIÈRE

Le 3 novembre au matin, Budapest se retrouve encerclée par 120 000 soldats, 2 500 tanks. Une délégation du Comité révolutionnaire du maintien de l'ordre se rend à des négociations au quartier général russe. À 22 heures, Pal Maleter et István Kovacs sont arrêtés par le NKVD, la police politique russe.

Le 4 novembre au petit matin, les troupes russes investissent Budapest, coupent les boulevards d'accès aux deux grands bastions ouvriers de la capitale, Csepel et Ujpest. Kádár annonce à la radio la constitution d'un nouveau gouvernement et justifie l'intervention russe par un danger « contre-révolutionnaire ». Tito approuve.

Pendant 7 jours, les travailleurs et jeunes révolutionnaires font face, malgré un armement limité, mais le centre de Budapest est conquis par l'armée de l'URSS le 7 novembre. Les combats dans les quartiers ouvriers d'Ujpest et devant les usines de Csepel dureront jusqu'au 11 novembre.

Minutieusement préparée, l'intervention soviétique est rapidement venue à bout des forces insurgées. Celles-ci ne disposaient que de peu de positions fortifiées, de peu de munitions, d'organisation. Les troupes de l'armée régulière encasernées, commandées en majorité par des officiers staliniens, étaient demeurées passives pendant la première phase du soulèvement ; elles n'intervinrent que sporadiquement lors de l'acte final. De toute manière la partie était inégale. Ce sont les ouvriers de quelques grandes usines de Budapest, de Csepel,

de Dunapentele, les mineurs de Pécs, qui ont résisté le plus longtemps. (François Fejtö, Histoire des démocraties populaires, Seuil, 1969, t. 2, p. 130)

La création des conseils dans les entreprises fin octobre, comme la résistance face à l'intervention de la contre-révolution stalinienne début novembre prouvent le caractère profondément prolétarien du mouvement hongrois de 1956. Officiellement, les combats causent 3 000 morts hongrois, dont la moitié de moins de 30 ans. 13 000 blessés sont soignés dans les hôpitaux, des ouvriers dans l'immense majorité.

Malgré la défaite militaire, il faudra plusieurs mois de manœuvres au gouvernement Kádár pour en finir avec les grèves et les conseils ouvriers. Une fois consolidé, il licencie, arrête, emprisonne des milliers d'anciens insurgés. Comme Khrouchtchev l'exige, il exécute en 1958 Maleter et d'autres militaires coupables de s'être ralliés aux conseils ouvriers, Nagy et ses adjoints pour leur complaisance envers les insurgés. Les guides staliniens de la Chine et de l'Albanie, Mao Zedong et Enver Hodja, applaudissent.

EN 1956, IL A MANQUÉ AU PROLÉTARIAT HONGROIS UN PARTI **OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE**

Comme le Kremlin et le PCF en 1956, le personnel politique et les medias de la bourgeoisie calomnient aujourd'hui la révolution des conseils ouvriers de 1956 en la faisant passer pour un mouvement anticommuniste et purement national.

Certains commentateurs sont plus subtils. Sans nier le caractère prolétarien de la révolution, le principal organe de l'altermondialisme se réjouit de sa faiblesse politique.

La grève générale et la création de conseils autonomes opérant sur la base d'une démocratie directe bat en brèche la formule du parti révolutionnaire défendue par Lénine et Trotsky, celle d'une organisation autoritaire et centralisatrice qui réserve les décisions à une élite savante et restreinte. (Thomas Feixa, « SOB et la révolution hongroise », Le Monde Diplomatique, octobre 2006)

L'opposition posée entre les conseils ouvriers et le parti ouvrier révolutionnaire est fausse. Les soviets existaient également en Russie, mais les véritables décisions leur échappaient jusqu'en octobre au profit du gouvernement provisoire qui poursuivait la guerre impérialiste, qui garantissait les capitalistes et les propriétaires fonciers. La victoire des soviets russes vint qu'ils disposaient d'une direction révolutionnaire à leur tête, représentée par le Parti bolchevik, construit par Vladimir Lénine et rallié par Léon Trotsky. Il fallut une insurrection pour donner le pouvoir aux soviets, faute de quoi ils auraient été dissous au profit d'une assemblée constituante ou, plus probablement, d'une dictature militaire.

En fait, les petits-bourgeois ne servent qu'à désorienter le prolétariat. Ils pleurnichent sur les Allende et les Nagy, mais ils préfèrent les révolutions écrasées plutôt que victorieuses.

Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort pour vaincre, il est nécessaire qu'il se constitue en parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres. (Friedrich Engels, « Lettre à Gerson Trier », 18 décembre 1889, Marx & Engels, Le Parti de classe, t. 4, Maspero, 1973, p. 16)

Pourtant, certains « trotskystes » éludent la guestion de l'internationale, du parti ouvrier révolutionnaire.

Tout en exerçant un pouvoir de fait, ni les Conseils ouvriers ni, plus aénéralement, leurs mandants, les travailleurs, ne vouaient d'autres perspectives politiques pour le pays, une fois les troupes soviétiques parties, que celle d'une consolidation du gouvernement Nagy. Là se trouvait la limite politique de la révolution. Même si les travailleurs soutenaient le gouvernement Nagy, en quelque sorte par défaut, la situation était conflictuelle. (Georges Kaldy, « Une insurrection populaire avec la participation majeure de la classe ouvrière ». Lutte ouvrière. 18 octobre 2006)

VO-LO jugeait en 1956 de manière absurde que la Hongrie était capitaliste alors que les conseils ouvriers se prononcaient contre le retour au capitalisme.

Notre courant était le seul à dire que les Démocraties populaires n'étaient que des États bourgeois. (« La LCR est-elle sur la voie de sa mutation et de sa refondation? », Lutte de classe nº 50, avril 2000)

Son chef Hardy, bien connu pour substituer le bon sens à la dialectique, avait décrété que la Hongrie ne pouvait pas être un État ouvrier puisque la classe ouvrière n'avait jamais exercé le pouvoir.

La 4^e Internationale était autrement intelligente, comme le montre son programme de 1938.

Il est impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (querre, défaite, krach financier,

offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petitsbourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. (L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4º Internationale, GMI, p. 29)

Peu après, la bureaucratie russe commencé à remodeler à son image les territoires pris à la Pologne.

Étant donné que la dictature bonapartiste de Staline s'appuie sur la propriété d'État et non sur la propriété privée, l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge doit, dans ces conditions, entraîner l'abolition de la propriété privée capitaliste, afin d'aligner le régime des territoires occupés sur celui de l'URSS. (Léon Trotsky, « L'URSS dans la guerre », 25 septembre 1939, Défense du mar*xisme*, EDI, 1972, p. 121)

Ouand l'impérialisme américain déclenche une offensive contrerévolutionnaire contre son ancienne alliée en 1946, la bureaucratie de l'URSS liquide les partis bourgeois et exproprie le capital en Europe de l'est, en s'appuyant sur son armée qui occupe ces États-tampons.

Si elle ne sait guère comment la résoudre, du moins LO saisit qu'il y avait une contradiction entre les conseils et le gouvernement d'Imre Nagy. Certains ne peuvent pas en dire autant :

Le gouvernement Nagy reconnaît l'insurrection et les conseils ouvriers : il devient le gouvernement de la révolution. (Laura Fonteyn, « Hongrie 1956 : Les conseils ouvriers contre la bureaucratie stalinienne, pour le socialisme authentique », Le Cri des Travailleurs, novembre 2006)

Pas besoin, donc, de parti ouvrier révolutionnaire, ni de prise du pouvoir par les conseils ouvriers. En fait, le groupe CRI (aujourd'hui tendance CLAIRE du NPA) est, comme bien d'autres centristes, à la recherche de « bons » bureaucrates. Du coup, le CRI, qui rejette l'analyse par Trotsky de l'ex-URSS, s'inscrit dans la touchante unanimité autour d'Imre Nagy qui va des révisionnistes du trotskysme aux représentants de l'impérialisme mondial, en passant par les bureaucrates qui ont restauré le capitalisme en Hongrie.

La France a espéré avec vous lorsqu'en 1956, Imre Nagy anima la résistance à l'implacable logique qui, durant quarante-cing ans, divisa et meurtrit notre continent, cette logique des blocs que la France, vous le savez, a toujours récusée. (Jacques Chirac,

« Discours au Parlement hongrois », 16 janvier 1997, site Vie Publique)

Ou'une révolution politique puisse entraîner une fraction de l'ancien parti unique, que l'armement du prolétariat puisse faire basculer une partie de l'armée du côté des milices ouvrières est une chose, mais s'en remettre à eux en est une autre. Seul un parti révolutionnaire résolu et expérimenté peut utiliser de tels ralliements au service de la révolution prolétarienne. Quand, faute de parti à eux et digne d'eux, les prolétaires se fient aux anciens bureaucrates ou aux gradés, ils risquent de le payer chèrement.

La bureaucratie ne pourra être écartée que de manière révolutionnaire et ce sera, comme toujours, au prix de sacrifices d'autant moins nombreux qu'on s'y prendra plus énergiquement et plus hardiment. (Léon Trotsky, La Révolution trahie, 1936, Minuit, 1963, p. 191)

N'en déplaise au CRI, il n'y a jamais eu de « gouvernement révolutionnaire » de Nagy. Le 25 octobre et le 27, il y a la tentative d'un « front populaire » (L'Humanité) de restaurer l'ordre. Le 1er novembre, il n'y a pas plus de « gouvernement révolutionnaire » car Nagy (qui appelle l'ONU au secours) ne représente plus rien. Par contre, un gouvernement contre-révolutionnaire Kádár est apparu (dans le sillage des blindés) et il n'y a toujours pas, hélas, de gouvernement des conseils. Pour un gouvernement révolutionnaire émanant des conseils, il eût fallu un parti conséquent en leur sein.

Si l'héroïsme des travailleurs hongrois avait pu être complété par l'existence d'un parti tel que le Parti bolchevik russe, le dénouement de la révolution hongroise aurait été tout autre et la face du monde en aurait été changée. Mais, face à la bureaucratie russe appuyée par la bureaucratie chinoise, à leurs agents hongrois, face à Khrouchtchev et à Kádár, les conseils ouvriers n'avaient pas de moyen de bénéficier de l'expérience internationale et historique du mouvement ouvrier.

L'opposition communiste hongroise formée entre 1953 et 1956 pensa — et avec elle l'auteur de ces lignes — qu'elle pourrait réaliser ses buts graduellement, par des réformes successives. Mais parmi les leçons importantes de 1956, enseignées par la classe ouvrière hongroise, nous avons appris que, pour la réalisation de ces revendications, la révolution des ouvriers, de tous les travailleurs est indispensable... La directive que donne le programme de la 4º Internationale, en tant que tâche centrale de la classe ouvrière découlant de ses expériences, c'est de résoudre la crise de la direction. En d'autres termes, de construire le parti ouvrier marxiste contre les partis « dirigeants » staliniens et sociauxdémocrates, pour les remplacer. (Balàsz Nagy, « L'actualité du programme de transition », La Vérité n° 538, août 1967)

LA QUESTION CENTRALE: LE POUVOIR AUX TRAVAILLEUSES ET **AUX TRAVAILLEURS**

Les étudiants et les travailleurs hongrois sont allés aussi loin qu'ils le pouvaient en l'absence d'un tel parti, en s'armant et en affrontant courageusement l'AVH et l'armée russe, en constituant des organes de démocratie ouvrière et en les centralisant. Mais les conseils n'ont pas revendiqué le pouvoir, ils s'en sont remis au gouvernement de coalition:

Pendant la révolution, surtout après la clarification du rôle du gouvernement Imre Nagy, il ne fut pas question d'un rôle politique pour les conseils ouvriers. Il était entendu que ce rôle incombait aux différents partis politiques. (Ferenc Töke, « Ce que furent les conseils ouvriers hongrois ». Institut Imre Nagy. Études nº 3, 1960)

Le rôle d'un parti révolutionnaire, au sein des conseils, aurait été de les aider à postuler au pouvoir, à renverser la bureaucratie stalinienne, à instaurer le pouvoir ouvrier, à ouvrir la voie des États-Unis socialistes d'Europe en appelant à la lutte les prolétariats de Pologne, de l'URSS, d'Allemagne... Faute d'un regroupement solide des éléments les plus avancés, lié aux communistes des autres pays, le Conseil central de Budapest s'en remit à Nagy, qui se faisait lui-même duper par le Kremlin, qui agissait lui-même au compte de la contrerévolution mondiale.

L'absence de parti révolutionnaire socialiste coûta cher au prolétariat hongrois. Ce qui ne veut pas dire qu'on puisse lui en imputer la responsabilité. Comme l'a montré l'expérience, il n'est pas facile de construire un tel parti sous le règne totalitaire du stalinisme. Sans direction révolutionnaire socialiste consciente, les conseils ouvriers ne purent affirmer leur pouvoir. Ils continuèrent à négocier pour obtenir des concessions de la part des marionnettes de Moscou. Cela s'est avéré être un désastre. Tandis que la direction des conseils ouvriers perdait du temps en vaines négociations avec des personnages qui n'avaient aucun pouvoir réel dans le pays, la contre-révolution stalinienne mobilisait ses forces répressives.

- a) La direction des conseils ouvriers manaua de proclamer clairement les buts de la révolution : liberté nationale et démocratie ouvrière; renversement de la caste bureaucratique et transfert du pouvoir aux conseils ouvriers.
- b) La direction des conseils ouvriers manaua de publier sustématiquement des appels révolutionnaires aux travailleurs d'Europe de l'Est et de l'Union Soviétique, expliquant les buts de la révolution et demandant la solidarité socialiste dans la lutte commune.
- c) La direction des conseils ouvriers manqua d'en appeler systématiguement aux forces soviétiques, de rappeler l'héritage de la révolution de 1917 qui était le leur, leurs convictions socialistes et leur propre mécontentement profond vis-à-vis du Kremlin.
- d) La direction des conseils ouvriers manqua de s'adresser aux travailleurs des pays capitalistes afin qu'ils leur viennent en aide et qu'ils empêchent les impérialistes de tirer avantage de la situation.
- e) La direction des conseils ouvriers manqua de mobiliser toutes les couches de la population afin qu'elles contribuent à la victoire et à la défense militaire de la nation dans son ensemble.
- f) La direction des conseils ouvriers commit une erreur fatale lorsqu'elle prit pour argent comptant les promesses faites par la bureaucratie de Moscou d'introduire des réformes et de terminer l'occupation.
- g) La direction des conseils ouvriers n'avait pas prévu que Moscou était prêt à noyer la révolution dans le sang et se trouva par conséquent surprise par l'attaque de la contre-révolution.
- Si les conseils ouvriers avaient pris le pouvoir, ce qu'ils auraient fait avec une direction révolutionnaire socialiste, la bureaucratie de Moscou aurait été condamnée à la chute. Leurs appels politiques et leurs actions déterminées à la tête de la révolution auraient eu un écho en Union Soviétique et dans toute l'Europe de l'Est et auraient soulevé les masses grâce à l'ardente conviction que ceci représentait le retour à Lénine et la régénération de l'État ouvrier. (SWP, Revolution in Hungary and the crisis of Sta*linism*, Pioneer, 1957, p. 12-13)

Cela aurait dû être l'heure de la 4e Internationale.

LA CRISE DE LA QUATRIÈME ÎNTERNATIONALE LUI INTERDIT D'ÊTRE AU RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

Le prolétariat hongrois avait besoin de la solidarité du prolétariat européen et mondial. Mais il ne pouvait pas compter sur les organisamajoritaires de celui-ci, évidemment pas les « communistes », ni sur la social-démocratie, occupée en octobre 1956 à mener ou à soutenir l'intervention de la France, du Royaume-Uni et d'Israël contre l'Égypte de Nasser et à mener une guerre coloniale en Algérie. Seule la 4^e Internationale fondée par Léon Trotsky, malgré sa taille réduite, aurait pu exprimer consciemment l'unité du prolétariat mondial contre la bourgeoisie impérialiste et sa complice la bureaucratie stalinienne, et l'organiser.

Lorsque la révolution hongroise brisa, il y a dix ans, le pouvoir de la bureaucratie, les ouvriers, les paysans travailleurs, les intellectuels et la jeunesse ne savaient rien sur la 4^e Internationale. Son programme leur était inconnu. Ainsi, la ressemblance, l'identité même entre ce programme et leurs revendications spontanées est étonnante. (Balàsz Nagy, « L'actualité du programme de transition », La Vérité n° 538, août 1967)

Les conseils hongrois de 1956, en se dressant contre la bureaucratie stalinienne et sa police politique, en rejetant la restauration du capitalisme et en revendiquant le socialisme, convergent en effet avec le programme tracé par la 4^e Internationale à partir de 1933.

Supposons la bureaucratie soviétique chassée du pouvoir par un parti révolutionnaire ayant toutes les qualités du vieux bolchevisme et enrichi, en outre, de l'expérience mondiale de ces derniers

Ce parti commencerait par rétablir la démocratie dans les syndicats et les soviets. Il pourrait et devrait rétablir la liberté des partis soviétiques. Avec les masses, à la tête des masses, il procéderait à un nettoyage sans merci des services de l'État. Il abolirait les grades, les décorations, les privilèges et ne maintiendrait de l'inégalité dans la rétribution du travail que ce qui est nécessaire à l'économie et à l'État. Il donnerait à la jeunesse la possibilité de penser librement, d'apprendre, de critiquer, en un mot, de se former. Il introduirait de profondes modifications dans la répartition du revenu national, conformément à la volonté des masses ouvrières et paysannes.

Malheureusement, aucune organisation ne peut transmettre le drapeau du communisme véritable et de l'internationalisme prolétarien aux étudiants et travailleurs hongrois. Du coup, ceux-ci se fient aux promesses du gouvernement d'unité nationale Nagy-Kádár-Tildy, ne postulent pas au pouvoir, n'ont pas d'état-major, alors que la contrerévolution en dispose. Ce drame s'explique par la féroce répression antérieure des nazis en Europe centrale et des staliniens en URSS et dans toute l'Europe de l'est . Il se prolonge et s'aggrave par l'adaptation de la 4º Internationale elle-même à la bureaucratie stalinienne.

En effet, quand la révolution politique commence à Berlin-Est, à Poznan et à Budapest, la direction de la 4^e Internationale a tourné le dos au programme de la révolution antibureaucratique et à la construction de partis ouvriers révolutionnaires.

En 1948, quand la bureaucratie yougoslave se heurte à la bureaucratie russe, la direction Pablo-Germain-Frank de l'internationale fondée par Trotsky soutient sans réserve Tito, l'assassin des bolcheviks-léninistes de son pays et le chef de la bureaucratie étatique yougoslave, et refuse d'appeler à construire un parti qui se battrait pour le pouvoir des travailleurs en Yougoslavie.

La même année, la direction s'adapte à la direction stalinienne chinoise qui entre dans Pékin à la tête d'armées paysannes et elle renie les bolcheviks-léninistes de Chine. Menacé par l'impérialisme américain qui déclenche la guerre de Corée sous le drapeau de l'ONU, Mao Zedong aligne la Chine sur le modèle de l'État ouvrier dégénéré voisin en expropriant le capital et en constituant une bureaucratie stalinienne aussi privilégiée que totalitaire. Les trotskystes restés en Chine sont arrêtés, parfois exécutés, souvent emprisonnés pour plus de 20 ans (voir *Révolutions et contre-révolutions en Chine*, GB, 2002).

Comme toute organisation, la 4^e Internationale avait déjà traversé des crises politiques. À la fin des années 1920, quand Staline rompit avec l'aile restaurationniste de la bureaucratie, mit en place un plan réclamé depuis longtemps par l'Opposition de gauche, collectivisa l'agri-

culture par la force, certains « trotskystes » russes se rallièrent (Karl Radek, Ievguêni Preobrajenski, Ivar Smilga...). Au milieu des années 1930, quand l'appareil stalinien international reprit la politique menchevik et sociale-démocrate d'alliance avec des partis bourgeois démocratiques, des cadres et des organisations rompirent avec le bolchevisme-léninisme pour s'adapter aux fronts populaires (Andrès Nin, Henk Sneevliet...). À la fin des années 1930, quand Staline conclut un pacte avec Hitler et partage avec lui la Pologne, puis au milieu des années 1940, quand l'URSS étend brutalement son contrôle à l'Europe de l'est, des minorités remettent en cause l'analyse de l'URSS et refusent de la défendre contre l'impérialisme (Max Shachtman, Tony Cliff, Cornelius Castoriadis...).

Mais le drapeau de la 4^e Internationale était resté sans tache, car ces déviations avaient été combattues et rejetées. De 1948 à 1953, c'est le centre, la direction elle-même de l'internationale qui, à la recherche de raccourcis politiques, devient progressivement pro-stalinienne. Elle entraîne la 4^e Internationale dans sa déviation, ce qui l'affaiblit et finira par la détruire comme organisation révolutionnaire.

LA DIRECTION PABLISTE DE LA 4^E INTERNATIONALE VEUT RÉFORMER LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

À son 3e congrès mondial, en 1951, sous la direction de Pablo, de Mandel), avec l'approbation de Moreno, de Healy et de Cannon, la 4^e Internationale révise son programme. À la suite d'Isaac Deutscher, elle prête à l'appareil stalinien international la capacité de mener des révolutions dans les pays capitalistes. Contre la révolution politique, elle envisage la réforme de la bureaucratie au pouvoir dans les États ouvriers dégénérés. Contre la révolution permanente, elle revient au front uni antiimpérialiste pour conférer à la petite-bourgeoisie et même à la bourgeoisie nationale des pays d'Amérique latine la capacité de lutter réellement contre l'impérialisme.

De la sorte, la 4^e Internationale officielle perd sa raison d'être pour devenir un groupe de pression sur les appareils non prolétariens, ses dirigeants se muent en conseillers des dirigeants petits-bourgeois, voire bourgeois. Plus tard, Pablo deviendra le conseiller de Ben Bella dans le cadre du premier gouvernement algérien, puis l'éminence grise du dirigeant bourgeois nationaliste grec Andreas Papandreou lors de la fondation du PASOK. La LCR qui a voté Chirac en 2002 est l'héritière en France de la destruction de la 4^e Internationale par Pablo, Mandel, Frank et Maitan.

Rapidement, la ligne du 3^e congrès mondial se révèle catastrophique : le POR de Bolivie s'aligne sur le nationalisme bourgeois lors de la révolution de 1952 et le « Secrétariat international de la 4e Internationale » refuse d'appeler à l'unification révolutionnaire de l'Allemagne et au retrait des troupes d'occupation de l'Allemagne en juin 1953. En fait, le SI parie sur la bureaucratie russe.

Au mois de juin dernier, en Allemagne de l'Est, les travailleurs se sont dressés contre le gouvernement stalinien au cours de l'une des plus grandes manifestations de l'histoire de l'Allemagne. Ce fut là le premier soulèvement de masse contre le stalinisme depuis qu'il a usurpé le pouvoir en URSS. Comment réagit Pablo devant cet événement historique?

Au lieu d'exprimer clairement les aspirations politiques révolutionnaires des insurgés d'Allemagne de l'Est, Pablo couvrit les satrapes staliniens contre-révolutionnaires qui mobilisaient les troupes russes pour écraser le soulèvement : « Les dirigeants soviétiques et ceux des différentes démocraties populaires et des partis communistes ne pourront plus falsifier ou ignorer la signification profonde de ces événements. Ils sont obligés de persévérer dans la voie de concessions encore plus amples et plus réelles pour ne pas risquer de s'aliéner à jamais le soutien des masses et de provoquer des explosions encore plus fortes. Ils ne pourront plus désormais s'arrêter à mi-chemin. Ils s'efforceront de doser les concessions pour éviter les explosions encore plus graves dans l'immédiat et faire si possible une transition à froid de la situation actuelle situation supportable plus masses. » (Déclaration du Secrétariat International de la Ouatrième Internationale)

Au lieu de demander le retrait des troupes soviétiques, la seule force sur laquelle le gouvernement stalinien s'appuyait, Pablo semait l'illusion que « des concessions encore plus amples et plus réelles » viendraient des gauleiters du Kremlin. Moscou auraitelle pu espérer recevoir un plus grand secours, au moment où elle s'employait à une falsification monstrueuse de la signification de ces événements, en présentant les travailleurs révoltés comme des « fascistes » et des « agents de l'impérialisme américain » et où elle déchaînait contre eux la répression sauvage? (James Cannon, « Lettre ouverte du SWP aux trotskystes du monde entier », 1953, dans *La Vérité* n° 583, septembre 1978)

Une organisation révolutionnaire ne disparaît pas en un jour. Le cours révisionniste et liquidateur de Pablo et de Mandel se heurte, au congrès mondial de 1951, à l'opposition de la section française (PCI) et de la section suisse (MAS). En 1952, le secrétariat international exclut bureaucratiquement le PCI qui, sous la conduite de Marcel Bleibtreu, résiste à Pablo. L'abandon du programme face à la révolte des ouvriers de Berlin-Est conduit les sections de la 4^e Internationale qui restent fidèles au programme de la révolution politique (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Chine, Suisse) à se regrouper en 1953 dans une fraction nommée Comité international de la 4^e Internationale.

En 1956, le SI pabliste de la 4º Internationale redouble d'illusions envers les capacités d'autoréforme de la bureaucratie stalinienne.

Gomulka en Pologne, Nagy en Hongrie, demain peut-être Hernstedt ou Ackermann en Allemagne de l'Est, devenant aux yeux des masses des symboles de lutte pour l'émancipation nationale, créent des conditions favorables pour un regain de popularité du PC (à travers sa tendance « nationale ») et permettent à la révolution politique sous direction communiste oppositionnelle, de mobiliser les sentiments nationaux en sa faveur... (Ernest Germain, « La révolution politique en Pologne et en Hongrie », Quatrième internationale n° 10-12, décembre 1956)

En réalité, la révolution de 1956 fait, non pas évoluer, mais éclater la bureaucratie hongroise et elle porte un coup décisif au prestige de la bureaucratie russe et de son appareil international :

La signification historique de la révolution hongroise (et de la révolution polonaise) consiste en ce qu'elles révélèrent pour la première fois, sur l'arène de la politique mondiale, que l'aptitude du prolétariat à combattre les ennemis du socialisme s'étend aussi à la bureaucratie stalinienne. (Michel Varga, « Sept ans après l'Octobre hongrois, où va l'URSS ? », La Vérité n° 525-526, octobre 1963)

L'honneur du « trotskysme » est sauvé par le Comité international. Bien que le CIQI ne soit pas centralisé, toutes les sections qu'il regroupe défendent becs et ongles la révolution politique d'Allemagne, de Pologne et de Hongrie. Malgré ses propres faiblesses politiques. dont le fédéralisme, des forces réduites par la scission de la 4^e Internationale et le discrédit que jette sur le trotskysme l'attitude capitularde et stalinophile du SI qui se usurpe le nom de la 4^e Internationale, le CIOI oppose frontalement le marxisme révolutionnaire au stalinisme devant l'avant-garde des pays où ses organisations interviennent et au sein de l'immigration polonaise et hongroise. Il arrache des militants au stalinisme, alors que les groupes stalinophobes (ISL américaine de Shachtman, IS britannique de Cliff, SOB française des Castoriadis...) qui ont refusé de soutenir la Chine lors la Guerre de Corée n'ont guère d'écho auprès des membres des partis communistes.

L'organisation américaine (SWP) publie en brochure sa résolution Revolution in Hungary and the Crisis of Stalinism et mène une campagne vers les membres du parti stalinien sous le slogan « retour à Lénine ». Elle gagne ainsi des groupes du CPUSA à Los Angeles et à Seattle. En outre, elle conquiert en 1956 une fraction de l'YSL, l'organisation de jeunesse de l'ISL shachtmaniste, dont Tim Wohlforth, Shane Mage, James Robertson, ce qui lui permet de lancer en 1957 un journal pour la jeunesse (Young Socialist) et une organisation de jeunesse (YSA). L'un d'entre eux témoignera plus tard du rôle de la révolution hongroise dans leur évolution vers le trotskysme.

Nous suivions les événements quotidiennement, heure par heure... Nous étions particulièrement fascinés par les rapports des communistes occidentaux comme le correspondant du Daily Worker Peter Fryer, qui allait devenir trotskyste... Cela mettait en cause la vision du monde que i'avais apprise de Shachtman... Selon lui, le stalinisme représentait une nouvelle société de classe qui pouvait succéder au capitalisme à la place du socialisme... Le « totalitarisme soviétique » était la justification du glissement de Shachtman vers le camp capitaliste occidental. Il m'apparut clairement durant les années 1956 et 1957 que les sociétés staliniennes, quelque soit l'étiquette que nous voulions leur mettre, étaient hautement instables, étaient un phénomène temporaire... Cela me conduisit vers la théorie trotskyste orthodoxe que Shachtman avait rejetée en 1940. (Tim Wohlforth, The Prophet's children, Humanities Press, 1994, p. 35-36)

Le groupe britannique (Club) déploie une campagne énergique. Il intervient dans les meetings du CPGB, discute avec ses membres, publie des tracts et la brochure Revolution and Counter-Revolution in Hungary. De la sorte, il convainc plusieurs dizaines de militants du parti stalinien (CPGB) dont Peter Fryer, John Daniels, Brian Behan, Tom Kemp, Cliff Slaughter, Brian Pearce... Ce renforcement lui permet de publier un nouveau journal (The Newsletter), de publier régulièrement sa revue (Labour Review) et de proclamer en 1959 la Ligue socialiste des travailleurs (SLL).

Le groupe français (PCI), que dirige depuis 1955 Pierre Lambert, s'épuise dans un alignement opportuniste sur le MNA du nationaliste algérien Messali Hadj. Inséré dans le syndicat de guerre froide FO et dans l'appareil tout aussi anticommuniste de la FEN, il se révèle peu apte à peser sur la crise du PCF. Cependant, il organise le seul meeting de défense de la révolution hongroise, qui réunit plusieurs centaines de participants. Pierre Broué rédige La Révolution hongroise des conseils ouvriers sous le pseudonyme de François Manuel. Avec ce passeport politique, Jean-Jacques Marie et Pierre Broué nouent des liens avec des opposants d'Europe de l'Est, qui vont aboutir en 1960 au recrutement de Michel Varga (Balàsz Nagy), ancien dirigeant du Cercle Petöfi, et en 1963 à la fondation de la Ligue des socialistes révolutionnaires hongrois.

Avec la vague révolutionnaire mondiale de la fin des années 1960, qui voit se conjuguer la révolution vietnamienne, la lutte des Noirs aux États-Unis, la grève générale en France et en Italie, la révolution politique en Tchécoslovaquie, le Comité international regroupe en 1970 des militants révolutionnaires hongrois, tchécoslovaques, polonais et yougoslaves au sein du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) d'Europe de l'Est.

Toute possibilité de sauver la 4^e Internationale, de la reconstruire, passe alors par le Comité international. C'est pourquoi la prétention de VO, fondée en 1956, de « reconstruire la 4º Internationale » en dehors du CIQI n'était que poudre aux yeux. Que le CIQI se soit révélé finalement incapable de conduire cette mission à bien et que les sections qui l'avaient constitué aient dès lors dégénéré ne permet pas de tracer un signe d'égalité entre le SI pabliste et le CIQI.

Cependant, la 4^e Internationale, qui avait pour mission de construire des partis aptes à combiner la révolution sociale anticapitaliste et la révolution politique antibureaucratique, a été détruite. Les sections qui avaient résisté ont finalement été liquidées une à une par l'adaptation à la bureaucratie cubaine, à la social-démocratie, aux appareils syndicaux, aux directions nationalistes petites-bourgeoises, aux directions nationalistes bourgeoises. Sa disparition a pesé lourd dans l'incapacité du prolétariat à prendre le pouvoir durant la vague révo-

L'ÉCRASEMENT DES CONSEILS OUVRIERS DE LA HONGRIE ET DES AUTRES RÉVOLUTIONS POLITIQUES A PAYÉ LA VOIE À LA RESTAURATION DU CAPITALISME

Produit du recul de la révolution mondiale dans les années 1920, la bureaucratie stalinienne devient dans les années 1930 un organisateur des défaites du prolétariat, ce qui menace l'existence même de l'État ouvrier issu de la Révolution d'Octobre. Cette nature réactionnaire est temporairement masquée par l'extension des États ouvriers après la Deuxième guerre mondiale. L'expropriation du capital est un sous-produit inattendu d'une nouvelle vague révolutionnaire mondiale qui sauve l'URSS et qui lui permet donc de se protéger à l'Ouest. La montée révolutionnaire débouche aussi sur des révolutions inachevées (car la classe ouvrière n'y exerce nulle part le pouvoir) dans des pays sous-développés comme la Yougoslavie, la Chine, le Vietnam, la Corée...

Malgré ce sursis historique, la bureaucratie n'a aucun avenir : elle n'est ni une classe capitaliste, ni une nouvelle classe.

Le régime de l'URSS renferme en soi des contradictions menaçantes. Mais il continue à rester un régime d'État ouvrier dégénéré. Tel est le diagnostic social. Le pronostic politique a un caractère alternatif: ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme, ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme. (Léon Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4º Internationale, 1938, GMI, 2015, p. 36)

Complète pour écraser les conseils ouvriers hongrois, l'unanimité des fractions du stalinisme mondial allait faire long feu. La bureaucratie yougoslave avait déjà défié la bureaucratie russe ; après la révolution hongroise, la bureaucratie chinoise et la bureaucratie albanaise rompent avec la bureaucratie russe, la bureaucratie albanaise rompent avec la bureaucratie chinoise. Les pays « socialistes » vont jusqu'au conflit militaire entre eux : l'armée chinoise et l'armée russe se confrontent à leur frontière, l'armée vietnamienne envahit le Cambodge, l'armée chinoise tente de mettre au pas le Vietnam. Dans les pays capitalistes,

les partis faconnés au temps du déclin de l'Internationale communiste (1924-1943) se divisent, scissionnent, s'effritent à cause des divisions selon les lignes de fracture entre les bureaucraties parasitaires et en fonction des tournants politiques de celles-ci.

Quelles que soient ces tendances centrifuges, plusieurs traits communs continuent à caractériser le stalinisme. Toutes les bureaucraties défendent leurs prérogatives contre les travailleurs par le despotisme, des méthodes policières en temps ordinaire. Les nouvelles (Cuba, Cambodge) ne font pas exception. Mais, dans ce dernier cas, quand l'armée de guérilla paysanne du Parti du Kampuchea démocratique prend le pouvoir dans un pays initialement très pauvre et qui plus est dévasté par l'armée américaine, la bureaucratie cambodgienne au pouvoir se comporte comme une caricature de la fraction maoiste de la bureaucratie chinoise. Sous la conduite de l'ultranationaliste (et ancien membre du PCF) Pol Pot, elle vide les villes de leur population et incarcère de nombreux travailleurs qualifiés. Autrement dit, elle dissout la classe ouvrière et abaisse le niveau des forces productives.

Même dans les pays où elle a assuré un certain développement industriel, la bureaucratie stalinienne recourt aux emprisonnements en masse, aux interventions militaires et à des massacres en cas de menace de la révolution politique, contre les mouvements de la classe ouvrière et de la jeunesse. Toute la bureaucratie chinoise se ressoude en 1967 pour mettre au pas la jeunesse que la fraction Mao avait mobilisée contre la fraction adverse; Brejnev écrase la révolution qui menace en Tchécoslovaquie en 1968 avec le soutien de Mao et de Castro ; la bureaucratie polonaise réprime le mouvement des ouvriers des chantiers navals en 1971, elle tente de mettre fin au mouvement général des travailleurs par des emprisonnements massifs et l'interdiction des grèves en 1981; la bureaucratie chinoise écrase le mouvement de contestation de la jeunesse qui commence à s'étendre aux travailleurs en 1989.

Par crainte de la révolution mondiale qui mettrait en péril son mono-

langesköztár-sasagot! Minden hatalma a munkásta nács-

Inscription murale en novembre 1956: République des conseils! Tout le pouvoir aux conseils ouvriers!

pole politique et donc ses privilèges, la bureaucratie stalinienne joue essentiellement un rôle conservateur. Même quand elle tente de résister à la pression économique, politique et militaire de la bourgeoisie mondiale et aux tendances restaurationnistes internes —dont la victoire totale signifierait son propre renversement— les méthodes de la bureaucratie affaiblissent la conscience de la classe ouvrière mondiale et donnent des armes à la réaction impérialiste. Le partage de la Pologne avec Hitler, l'invasion de la Finlande, l'alliance avec les États-Unis et la Grande-Bretagne après l'invasion par l'Allemagne, l'assimilation structurelle des pays de l'Est quand les États-Unis la menacent, l'édification du Mur de Berlin, la course aux armements, l'intervention en Afghanistan en sont des exemples.

La politique extérieure de la bureaucratie nuit d'autant plus aux États ouvriers qu'elle est souvent consciemment contre-révolutionnaire. Staline remet la Grèce à la Grande-Bretagne, l'absence délibérée du représentant de l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU autorise l'agression américaine contre la Corée et la Chine, Castro soutient De Gaulle contre le mouvement de la jeunesse et la grève générale, Mao et Chou accueillent Nixon en plein bombardement du Vietnam, Castro appuie les fronts populaires contre la révolution prolétarienne au Chili, puis au Nicaragua, etc.

Leurs appendices, les organisations et partis staliniens de toute nuance, s'opposent à la révolution prolétarienne et subordonnent les prolétariats à leur bourgeoisie. Comme les partis sociaux-démocrates, mais en usant du prestige qui leur vient de la révolution russe, de la révolution chinoise ou de la révolution cubaine, ils trahissent le prolétariat en Allemagne en 1933, en France en 1936, en Espagne en 1936, en Italie en 1943, en Grèce en 1944, en France en 1944, en Egypte en 1952, en Iran en 1953, en Irak en 1958, en Indonésie en 1967, en France en 1968, en Italie en 1969, au Chili en 1973, au Portugal en 1974, au Liban en 1976, en Iran en 1979, au Nicaragua en 1979...

Avant contenu la révolution mondiale et maintenu le capitalisme dans tous ses bastions, ayant écrasé dans les pays où le capitalisme avait été exproprié la seule classe sociale capable de défendre réellement les conquêtes sociales qui subsistent en Russie et qui ont été étendes à l'Europe de l'Est, à la Chine, en Corée, au Vietnam, à Cuba, les bureaucraties étatiques deviennent de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale.

Pour la bureaucratie du Kremlin – et cela reste vrai quelque soient les rythmes et les étapes – la révolution hongroise a marqué le commencement de la fin. La menace de la révolution prolétarienne

s'est concrètement présentée sous la forme de la révolution politique contre la bureaucratie. Face à elle, la bureaucratie n'a pu répondre qu'en reprenant les méthodes classiques de la répression anti-ouvrière, qu'en écrasant militairement la révolution hongroise. Cette révolution a accéléré le mouvement aui, inexorablement, pousse la bureaucratie à s'appuyer de plus en plus sur l'impérialisme contre la menace de la révolution prolétarienne. précisément exprimée pour elle par l'action des travailleurs d'URSS et d'Europe de l'Est. (« Actualité et enseignements de la révolution des conseils, » La Vérité n° 534, octobre 1966)

Les bureaucraties se trouvent dans l'incapacité de développer l'économie planifiée, faute de pouvoir s'appuyer sur leur prolétariat et sur l'aide économique qu'auraient apportée des gouvernements ouvriers issus de révolutions sociales dans les pays développés. Elles se trouvent contraintes de faire des concessions de plus en plus grandes au capitalisme mondial, en particulier à la bourgeoisie américaine, à la bourgeoisie allemande, aux capitalistes chinois de Hongkong, Singapour... Un des précurseurs des « réformes de marché » et du « socialisme de marché » est justement le gouvernement hongrois de Kádár.

Le régime parvint, à partir de 1961, à rétablir une certaine cohésion sociale, un nouveau contrat noué autour de la notion de « réforme » donnant implicitement la priorité à l'économique. Cette tendance s'affirme avec le lancement en 1968 du « Nouveau mécanisme économique », qui amorce une série de réformes visant à introduire des éléments de l'économie de marché dans le fonctionnement de l'économie nationale. (Magdaléna Hadjissky, « Pologne, Hongrie, Bulgarie, les limites du pragmatisme », Guy Hermet et Lilly Marcou, Des partis comme les autres ? Complexe, 1998, p. 36)

Les bureaucraties roumaine, polonaise, russe, etc. ne sont pas en reste. La bureaucratie chinoise crée des « zones spéciales » où elle livre son prolétariat sans droit aux groupes capitalistes, suivie par celles du Vietnam et de la Corée du Nord. Pour finir, la plupart des bureaucraties contribuent directement à la restauration du capitalisme dans les pays qu'elles parasitaient.

1990: LA HONGRIE REDEVIENT CAPITALISTE SOUS LA CONDUITE DES ASSASSINS DES INSURGÉS DE 1956

Pour remettre en cause les conquêtes sociales qui subsistent, toutes misent sur le sentiment national, avec des conséquences catastroLa bureaucratie hongroise montre la voie de la restauration.

Le rétablissement de la fête nationale le 15 mars, jour anniversaire de l'insurrection de 1848 contre les Autrichiens, a été célébré dans la liesse, mercredi 15 mars à Budapest. Pouvoir et opposition ont marqué l'événement chacun de son côté... Le parti, malgré sa faible performance, peut être satisfait d'avoir suscité un consensus, même superficiel, en jouant sur le nationalisme, incontestable valeur montante en Hongrie. L'idéologie ne fait plus recette : qu'à cela ne tienne, on n'en parle plus, on supprime les drapeaux rouges, et on met l'accent sur les thèmes porteurs, comme la Transylvanie, les cocardes tricolores, le pluralisme et l'indépendance... M. Nyers a souhaité que ce 15 mars « soit un facteur d'unité des Hongrois, le point de départ d'un consensus national »... Soucieuse de ne pas mettre en péril la fragile marche vers le multipartisme, souffrant de son absence de base ouvrière, l'opposition préfère pour l'instant ne pas brusquer les choses. (Le *Monde*, 17 mars 1989)

Le 6 octobre 1989, Janos Kádár meurt. Le même jour, Reszö Nyers, qui a déjà fait adopter le drapeau tricolore au parti stalinien, persuade le congrès du MDP de renier Janos Kádár pour se référer à Imre Nagy, d'abandonner toute référence au communisme et de prendre la dénomination de Parti socialiste hongrois (MSzP). Le 23 octobre 1989, le président de la République hongroise annonce l'abandon par son pays de toute référence à une République populaire pour se transformer en « nouvelle République de Hongrie ».

Une nouvelle République a été proclamée lundi 23 octobre à Budapest par un haut dirigeant M. Matyas Szurös déjà dignitaire sous l'ancienne « République populaire » membre du Parti communiste de 1951 à octobre 1989 et ambassadeur au temps de Kadar à Berlin-Est et à Moscou. (Le Monde, 25 octobre 1989)

Le MSzP obtient 11 % des voix aux élections de 1990. Le gouvernement Antall lui succède. Avec le soutien de tous les partis politiques, la Hongrie quitte le Pacte de Varsovie, entame « la transition vers une économie sociale de marché », demande à adhérer à l'OTAN et à l'Union européenne. Les capitalistes américains et européens (surtout allemands) investissent.

Élu grâce au soutien de groupes sociaux aspirant à une diminution des coûts sociaux de la transition et donc à un certain niveau de protection de l'État, ce gouvernement a néanmoins adopté une politique relativement libérale... (Bernard Chavance et Éric Magnin, « Des gérants loyaux de la transition capitaliste », Guy Hermet et Lilly Marcou, Des partis comme les autres ? Complexe, 1998, p. 109)

En mars 2003, le gouvernement du parti stalinien reconverti soutient l'intervention impérialiste en Irak. En mai 2004, la Hongrie devient membre de l'UE. Après les élections d'avril 2006, la coalition MSzP-SzDSz est reconduite, le Premier ministre de l'État bourgeois hongrois reste le social-démocrate Ferenc Gyurcsany. Le taux de chômage frôle 8 %.

Le rétablissement du capitalisme en Hongrie, en Russie, en Pologne, en Chine... est une défaite, non seulement pour le prolétariat de ces pays, mais pour le prolétariat mondial. L'exploitation capitaliste de dizaines de millions de prolétaires supplémentaires, l'ouverture de nouveaux marchés permettent de soutenir le taux de profit et de repousser temporairement la menace d'une crise économique mondiale.

Présentée par les anciens bureaucrates et leurs maîtres impérialistes comme « l'échec du socialisme », elle pèse sur la combativité et le niveau de conscience des travailleurs du monde entier. Le centre de gravité du mouvement ouvrier est déporté pour tout un temps vers la droite, ce qui rend difficile la construction de nouveaux partis ouvriers, révolutionnaires et internationalistes liés entre eux par une nouvelle internationale communiste. De tels partis n'en demeurent pas moins indispensables pour que les prochaines révolutions prolétariennes, inévitables, soient victorieuses.

17 décembre 2006

Première parution : Révolution socialiste n° 22, revue en 2021

Bibliographie

Léon Trotsky, La Révolution trahie, Grasset, 1936, Analyse de la nature de l'URSS, du rôle de la bureaucratie et du stalinisme. Réédité par Minuit en 1963 et 1999. Disponible sur marxists.org/français/

Léon Trotsky, Défense du marxisme, EDI, 1972. Recueil des interventions de Trotsky dans les débats de 1939-1940 au sein du Parti Socialiste des Travailleurs (SWP, section américaine de la 4º Internationale) contre la fraction de Burnham et Shachtman qui refuse de défendre l'URSS. Disponible sur *marxists.org/francais/*

Peter Fryer, Hungarian Tragedy, Dobson, 1956. Témoignage du correspondant du quotidien du Parti communiste de Grande-Bretagne. Réédité avec une préface de Balázs Nagy, Index Books, 1997. Disponible sur vorhaua.net/politikk/

Revolution in Hungary and the crisis of Stalinism, Pioneer Publishers, 1957. L'analyse du Parti Socialiste des Travailleurs américain (SWP, Comité International). Disponible sur www.marxists.org/history/etol/document/ swp-us

William Sinclair (Bill Hunter), « Under a stolen flag », Bulletin of the International Committee, 1957. Polémique avec le SI pabliste d'un cadre de la SLL britannique (Comité International). Reproduit dans Trotskyism versus revisionism, New Park, vol. 3.

François Manuel (Pierre Broué), La Révolution hongroise des conseils ouvriers, PCI, 1957. L'analyse d'un cadre du PCI (Comité International). Complaisant envers le gouvernement d'Imre Nagy. Réédité en 1976 par l'OCI. Disponible sur marxists.org/francais/broue/

Balázs Nagy, « A Nagybudapesti központi munkástanács megalakulása », 1961. Réédité dans Múltunk n°3, 1996.

Stéphane Just, « Défense du trotskysme », La Vérité n° 530, septembre 1965. Disponible sur www.marxists.org/francais/just/

Balázs Nagy et Jean-Jacques Marie, Pologne-Hongrie 1956 ou le printemps en octobre, EDI, 1966, Recueil de textes de la révolution des conseils, préfacé par Broué.

« Actualité et enseignements de la révolution des conseils ouvriers », La Vérité n° 534, octobre 1966. Bilan au 10° anniversaire par l'OCI.

La république des conseils de Hongrie de 1919





Lénine 1924

L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale





Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste [section française du Collectif révolution permanente]

Abonnement 12 euros pour 5 numéros) à l'ordre de ARTP

Adresse postale

ARTP / AGECA service boites postales / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du GMI: groupemarxiste.info

Site du CoReP en plusieurs langues :

revolucionpermanente.com

Für Rätemacht und Revolution!

SSENKAMPF





cahier révolution communiste



La révolution hongroise de 1956 s'inscrit aux côtés des luttes du prolétariat en RDA en 1953, en Pologne en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne à nouveau en 1970 puis en 1980, contre la bureaucratie stalinienne au pouvoir. C'est une révolution car le prolétariat et la jeunesse prennent les armes contre le régime, sa police et son allié principal, l'armée russe. C'est une révolution ouvrière car le prolétariat hongrois, renouant avec la révolution de 1919, constitue ses conseils ouvriers dans les usines, les quartiers, à Budapest comme dans les villes de province. Le prolétariat hongrois déclenche la grève générale contre le gouvernement. Il lutte pour sa centralisation politique dans le Conseil central ouvrier du grand Budapest, pour un Conseil national ouvrier.

Contrairement aux mensonges des bourgeoisies impérialistes qui présentent les ouvriers hongrois comme des combattants contre le communisme, contrairement aux calomnies que reprennent en boucle tous les partis staliniens qui accusent les ouvriers hongrois d'être des agents de l'impérialisme, c'est une révolution ouvrière dont le Conseil central des usines affirme encore haut et fort le 27 novembre 1956 : « nous défendrons, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste ». C'est une révolution ouvrière qui fait basculer de son côté une partie de l'armée hongroise, qui en neutralise l'autre partie, qui cherche à fraterniser avec les troupes russes présentes sur place, qui parvient à les ébranler et les rendre si peu sûres que la bureaucratie soviétique doit les retirer et les remplacer en urgence avant de lancer une deuxième offensive qui sera décisive. C'est une révolution ouvrière qui veut garder la propriété sociale des moyens de production mais chasser la bureaucratie stalinienne du pouvoir qu'elle usurpe à la place des ouvriers.

Mais c'est une révolution ouvrière victime de ses illusions sur les manœuvres des bureaucrates au pouvoir, sur les assurances trompeuses qu'ils donnent. Il a manqué un parti révolutionnaire pour donner à cette recherche de centralisation politique de la classe ouvrière un programme et des objectifs clairs comme de postuler à la prise du pouvoir au lieu de s'en remettre à la fraction réformatrice de la bureaucratie stalinienne, de s'adresser à la classe ouvrière mondiale, des pays capitalistes comme des pays sous le joug du stalinisme et non de nourrir des illusions sur les « démocraties » occidentales. Le prolétariat et la jeunesse hongroise qui se sont battus héroïquement dans un combat très inégal ne sont pas en cause. La direction Pablo-Mandel-Frank de la 4^e Internationale qui révise son programme en 1949-1951 et la conduit à la destruction en 1952-1953, qui s'en remet à la bureaucratie étatique, porte une lourde responsabilité pour l'absence d'un tel parti.